

PROPOSITIONS COMMUNISTES POUR UNE PLATE-FORME DE FRONT

Lire
en pages 6 et 7

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 10 JANVIER 1978 - N° 601

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76.

1,70 F

- **Encore un plan Barre**
- **Le forcing de Marchais pour s'imposer au gouvernement**
- **Mitterrand : «l'austérité, ça ne veut rien dire».**

«Il n'y a pas d'autre loi que celle de l'effort» a déclaré Barre, à Blois, en présentant dimanche, ses «objectifs d'action pour la liberté et la justice». Cinq ans après la démagogie à tout crin du «programme de Provins» et après la mise en œuvre des plans Barre et Barre-bis d'austérité, on sait assez de quel côté la bourgeoisie au pouvoir entend appliquer sa «loi de l'effort».

Dans le même temps où Barre faisait ses promesses, parmi les diverses interventions soigneusement orchestrées à la Conférence nationale du PC pour mettre en valeur une «unité» entièrement préfabriquée, quelques intervenants évoquaient la situation des ouvriers de Michelin ou d'autres problèmes concrets des masses. Il s'agissait d'alimenter l'idée que le PC est bien, selon les propos de Marchais, le «parti des pauvres». Mais aussitôt, c'était la mise en garde : si le PC n'obtient pas, dès le premier tour des élections de mars, un score suffisant pour imposer sa politique, n'espérez

pas de changement. Laisant planer l'incertitude sur la nature de ce «score suffisant», Marchais n'a pas perdu l'occasion de se livrer une fois de plus à un chantage méprisant vis-à-vis des travailleurs. Après l'avoir offert pendant des années aux travailleurs, d'autre voie que l'union avec le PS, après s'être opposé, au nom de cette union, au développement des luttes des travailleurs, Marchais laisse entendre aujourd'hui qu'il pourrait laisser passer la droite si le PC ne regagnait pas le terrain perdu sur le PS, au sein de la gauche. Mais s'agit-il d'autre chose que d'une menace ?

Au lendemain de la Conférence Nationale du PC, l'officieux quotidien du PS, *Le Matin*, estime que l'attitude de Marchais est déterminée par sa volonté de regagner le terrain électoral perdu sur le parti de Mitterrand. Assurément, comme Marchais l'a expliqué, pour atteindre cet objectif, le PC entend s'engager d'ici le 12 mars dans une gigantesque chasse aux voix. Mais dans quel but ? Sinon, celui d'arriver

au gouvernement dans le meilleur rapport de force possible pour lui permettre d'imposer la mise en œuvre de son projet propre. Lorsque le PC menace : pas de changement si le score de 21 % n'est pas dépassé, il ne s'engage pas trop ; il a de fortes chances de réaliser et même de dépasser quelque peu ce score, comme l'indiquent les suffrages qu'il a obtenus depuis 1945, à deux exceptions près, dans des circonstances exceptionnelles qui lui étaient défavorables (58 et 68).

En fait, le PC n'entend pas laisser passer l'occasion qui s'offre à lui de se hisser au gouvernement dès mars 78, afin d'investir progressivement l'appareil d'État pour mettre en œuvre son propre projet de capitalisme. C'est parce que cette volonté d'arriver au pouvoir dès mars est l'hypothèse la plus probable, que le PC ne ferme pas la porte à un accord avec le PS. Sans doute, l'idée d'un programme commun comme en 72 est aujourd'hui abandonné, mais, rien n'indique dans la conférence nationale du

PC que ce parti veuille se contenter d'un simple accord de désistement pour le second tour. Il souhaite plus sûrement un accord de gouvernement en vue de bénéficier dans celui-ci non d'une position marginale mais de la disposition effective de postes qui lui permettent de placer ses hommes dans les secteurs clés, en particulier l'administration et la gestion des grandes entreprises.

C'est bien la divergence quant à leur projet de société et non seulement la concurrence pour avoir plus de voix et de sièges qui fonde la rivalité de ces deux partis, rivalité qui a éclaté au grand jour, au fur et à mesure que se rapprochait l'éventualité de leur accession au pouvoir.

C'est pour s'opposer à la bourgeoisie en place, à la gestion du capitalisme actuel par la social-démocratie, aussi bien qu'à la mise en œuvre du projet de capitalisme d'État du PCF et la réaction fascisante qu'elle entraînerait, que le PCR ml fait aujourd'hui ses propositions communistes pour une plate-forme de Front.

Dubigeon : la direction demande 143 millions aux syndicats



La direction des Chantiers Navals réclame 143 millions de centimes aux syndicats CGT et CFDT en dommages et intérêts. Le patron veut faire payer la grève aux travailleurs, prétextant que l'immobilisation de matériel lui a coûté cher et que des sous-traitants réclament des indemnités.

Alors qu'ils ont mené la grève pendant plus de huit semaines, sans rien obtenir, les ouvriers de la navale refusent cette attaque contre le droit de grève, que constituerait cette amende.

Houillères : toujours l'impunité

Le 6 février 1975, trois ouvriers des cokeries de Drocourt étaient tués et huit autres blessés lors d'un terrible accident du travail, dû à des manquements patents aux règles de sécurité. Trois ans après, le tribunal de Béthune a relaxé scandaleusement le patron des cokeries de Drocourt !

(Lire page 5)

PS : continuité atlantiste

La Convention Nationale du PS sur la Défense s'est terminée dimanche dans la confusion générale. Mitterrand est parvenu sur la question de la force de frappe à faire sensiblement baisser le score réalisé par le CERES. Pour cela, il s'est appuyé sur les délégués hostiles à la force de frappe à qui il a fait de vagues promesses sur la «denucléarisation». Mitterrand compte bien de ce côté là faire ce qu'il veut une fois au gouvernement. Par la même occasion, les positions atlantistes du PS ont été pour le moins confirmées.

(Lire page 4)

Grève de la faim dans les quartiers de haute sécurité

Les Quartiers de Haute Sécurité dans notre pays. C'est la forme la plus répressive, inhumaine et dégradante d'emprisonnement : «Les Quartiers de Haute Sécurité sont la forme futuriste de la peine capitale». C'est ce qu'écrivent dans un appel des détenus des Q.H.S. qui entament dès lundi une grève de la faim de protestation.

(Lire page 9)

Le bluff du PCF a une certaine prise

L'importance du week-end politique n'est pas sous-estimée par la presse qui consacre lundi matin une grande place à la conférence nationale du PCF.

Pour *Le Matin*, «à neuf semaines des élections législatives, Georges Marchais a choisi. Son parti répond par la négative aux ouvertures faites par F. Mitterrand lors de sa conférence de mercredi dernier». (...) et pour l'essentiel cette fois encore le quotidien parisien reprend l'analyse faite par le PS selon laquelle la vraie raison de la rupture, c'est «le refus du PCF d'être minoritaire à gauche».

Pour *Libération*, «en mettant en suspens la question des désistements, et par là, l'Union de la gauche elle-même, le PC s'engage dans une situation assez nouvelle pour lui. Dans la mesure où Mitterrand et les socialistes maintiennent leur engagement préalable à se désister pour les communistes au second tour, le PC risque de perdre complètement son image unitaire. Il est vrai que le PS lui aussi risque d'en prendre un coup (...)».

Les *Échos* qui reparaissent normalement ne consacrent qu'une information brève aux importants événements politiques des deux derniers jours. Ils écrivent : «On pouvait s'y attendre mais c'est maintenant officiel : l'Union de la gauche est pratiquement morte. Chacun des partis (...) iront à la bataille sans accord préalable». Les fins analystes du journal financier concluent : «Il (Marchais) a mis en évidence le fait que les communistes ne souhaitent pas aller au pouvoir s'ils ne sont pas en position dominante».

Rouge, pour sa part, voit dans la décision du PC un «crime». «Contre la droite, la discipline de vote ne se marchande pas, à moins de n'avoir plus confiance dans ses propres forces et son programme», écrit Krivine qui voit dans la démarche du PCF une manœuvre électoraliste.

Le *Figaro*, pour sa part, s'attache à faire ressortir la contradiction qui existe selon lui entre «la clarification dans le camp de la majorité après la publication du «Programme de Blois» et le discours de Barre samedi soir. D'un côté, accentuation d'une scission politique très profonde excluant en principe toute coopération entre les partis de l'opposition si celle-ci devait gagner les élections».

Le *Figaro* prend ses désirs pour des réalités. A droite et à gauche, une fois encore, on croit Marchais sur parole !

Conférence nationale du P.C.F.

CONFERENCE OU MEETING ?

Au dessus de la tribune, une inscription : «Pour gagner et pour changer vraiment en 78, un seul moyen, votez communiste». En dessous, l'état-major du PCF au grand complet, Marchais, avec à sa droite Plissonnier, et à sa gauche Ségué. Leroy et Kanapa sont rejetés sur les côtés, où ils assisteront à l'ensemble de la conférence sans dire un mot. 60 demandes d'intervention étaient parvenues à la tribune en début d'après-midi samedi, mais il n'y aura en fait que 36 intervenants. A quelques exceptions près, le schéma de ces interventions a toujours été le même : une présentation des effets de la crise dans le département concerné, une certaine description de la misère des masses (ou plusieurs) attaques contre le PS, pour terminer par un soutien aux propositions de Marchais et un appel à voter PCF. La majeure partie des intervenants ont si bien oublié qu'il s'agissait d'une conférence nationale qu'ils n'ont même pas pris le soin de formuler la phrase rituelle : je suis tout à fait d'accord avec le rapport de Georges Marchais.

Certaines interventions

3 062 délégués, plusieurs centaines d'invités (parlementaires et autres), un fort contingent de journalistes (et parmi eux évidemment une escouade de quelque peu envahissante de journalistes de *L'Humanité* et autres journaux du PCF), tout cela remplissait dès samedi matin la très luxueuse salle du Palais des Congrès à Paris, où s'est tenue la conférence nationale du PCF. Le terme de conférence n'est d'ailleurs pas à sa place, puisqu'il sous-entend des débats pour arrêter une décision. Samedi et dimanche au Palais des Congrès, on avait plutôt l'impression d'assister à un meeting, avec le point fort de l'intervention de Marchais, et une longue suite de «témoignages».

sont quand même sorties de la grisaille, et le meilleur test en était l'attention de la salle. Des délégations se photographiaient mutuellement, puis cessaient quand ça devenait «intéressant». «Intéressant», dans une conférence nationale du PCF aujourd'hui, c'est quand le PS, et particulièrement Rocard, est attaqué. Quand Frischmann, des PTT de Paris, parle de «cet ancien gauchiste devenu social-démocrate de droite au terme d'une trajectoire étonnamment rapide». C'est l'extase dans la salle. Quand Jack Ralite parle du même Rocard comme d'un «faux monarque des espoirs populaires, un garde malade de la société capitaliste», la salle croule sous les applaudissements. Autres points forts de cette confé-

rence, l'intervention de Catala qui, avec sa barbe et ses cheveux grisonnants, apporte le «soutien» de la jeunesse au PCF. Le hasard (?) a voulu qu'Ellenstein parle juste avant une suspension de séance, faisant passer un petit frisson dans l'assistance. Ellenstein dénonce les tentatives, il dit son accord total avec Marchais, il «remercie le parti de lui laisser faire sa propre recherche».

Il faut d'ailleurs noter que ce meeting était fort bien orchestré. Les interventions «politiques» étaient soigneusement réparties, pour qu'entre les banals compte-rendus d'activité la position de la direction soit distillée. C'est ainsi que Herzog l'économiste parla en second pour instruire le procès du PS. Catala, le jeune grisonnant, vint en 9^e position, Le Guen, spécialiste et chantre des I.T.C. en 24^e, Juquin en 29^e, et Ralite, connu pour sa capacité à faire des discours enflammés sans avoir rien à dire, en 33^e position. Entre eux, et à l'exception d'un témoigna-

ge sur Michelin, c'était le pensum des interventions des secrétaires fédéraux.

En marge de la question centrale de cette conférence-meeting, à savoir l'attitude du PCF face à l'Union de la gauche, une des questions posées était l'état des contradictions, et l'existence éventuelle d'oppositions au sein du PCF. Ce n'est évidemment pas là, dans une réunion préfabriquée à l'extrême, qu'on pouvait s'en faire une idée. Marchais allait pourtant revenir sur cette question à plusieurs reprises : d'abord interpellant grossièrement, lors d'une suspension de séance, les journalistes coupables d'avoir «inventé» ces contradictions. Et Marchais de dire : «Vous voyez bien, il n'y a pas d'opposition, tout le monde est d'accord !». Il y est revenu sur le même ton provocant, lors de son discours de clôture et lors de la conférence de presse qui a suivi. Un fin qui ne conviait sans doute que les fidèles et encore. La jubilation de Marchais face à l'absence de contradictions et de débat montre simplement, une fois de plus, que le PCF est à l'opposé d'un parti communiste où nécessairement le débat politique se mène, et que par ailleurs, il n'est pas un parti social-démocrate où les tendances s'expriment : il est un parti révisionniste, où toutes les réunions de quelque importance sont marquées par une «unité» entièrement préfabriquée.

Mitterrand au Club de la Presse

UNE PRESTATION POUR RIEN

Sortant d'une conférence de presse au cours de laquelle les sommets de la confusion avaient été atteints, Mitterrand était bien préparé pour retrouver les journalistes du Club de la Presse... Il s'est attaché pendant une heure et demie à se montrer assuré que la gauche pouvait, malgré sa cassure, encore l'emporter, à se montrer assuré que quelque soit le chantage au score électoral de Marchais, il ne céderait pas sur de nouvelles revendications du PCF dans le cadre de la réactualisation. Cela ne devait pas tarder d'entraîner une passe d'arme assez vive avec le rédacteur en chef de *L'Humanité* qui a pris à Marchais son insistance à répéter dix fois la même chose. Dialogue éculé, qu'on avait entendu mille fois en septembre-octobre : «Nous ne voulons pas d'un nouveau Programme commun ! — Nous vous demandons juste de respecter celui de 72 ! — Les nouvelles nationalisations que vous proposez

n'y figurent pas ! Non, mais à plusieurs reprises, des dirigeants socialistes se sont prononcés pour la nationalisation de la sidérurgie et de l'automobile et de toute manière la nationalisation des filiales était prévue par le Programme commun de 72, » etc.

Quand Andrieu eut utilisé tous ses arguments, la question posée était de savoir ce que fera le PS si la gauche est majoritaire aux législatives et cela sans Programme commun.

Mitterrand répète qu'il proposera alors de former un gouvernement «sur la base du Programme commun de 72 enrichi des propositions socialistes. Mais si le PCF se refusait à participer à ce gouvernement ? » interroge un membre du club. «Je ne conçois pas qu'ils refusent» répond avec vraisemblance Mitterrand.

Mais, se croit-il obligé d'ajouter, «ce serait un crime !» Et si vraiment il refusait ? «vous pren-

drons nos responsabilités».

Puis Mitterrand prend prétexte du seuil au delà duquel Marchais prétend que les conditions ne seraient pas réunies pour le changement pour affirmer que cela montre bien que ce qui intéresse le PCF dans la polémique, c'est «sa propre influence» et non pas les griefs qu'il fait aux socialistes sur telle ou telle proposition qu'ils n'acceptent pas de voir figurer dans le Programme commun. Cela dit, le premier secrétaire du PS se dit «pas surpris mais navré» de la décision prise par le PCF à sa conférence nationale... Interviewé sur son entrevue avec Carter, il se refuse à faire toute révélation à ce sujet et assure que ce dernier ne l'a pas mis en garde contre une participation du PCF au gouvernement.

Vite, on passe à la question du vote des Français de l'étranger ; après avoir lu une lettre qui montre que ce trafic est organisé

en haut lieu, il se dit d'accord avec Defferre quand celui-ci dit que «moralement, c'est aussi grave que le Watergate». Cependant il affirme qu'il espère que le président a été mêlé malgré lui à cette affaire».

L'émission se conclut par une violente diatribe contre Barre dont il énumère les multiples échecs : «La droite est à fond de cale (...) de tous les points sur lesquels s'était mobilisé Barre, il n'en reste rien (...) Encore que je n'ai pas de colère particulière contre lui, je ne lui en veux pas, je n'ai rien à lui reprocher de lui à moi».

Ses trondes contre la droite, Mitterrand ne tarde pas malgré lui à en montrer les limites quand, interrogé sur ce qu'il pense du mot d'ordre «non à l'austérité» il répond que cela n'a pas beaucoup de sens... Cela, on le savait déjà, pour le PS l'austérité infligée aux travailleurs, n'est pas un bien grand souci !

A gauche, des idées neuves

La municipalité PS de St Brieuc vient de montrer qu'elle constitue une équipe pleine de ressources dans le domaine de l'imagination : pour renflouer les caisses de la commune probablement asséchées, elle institue une taxe de 4% sur la consommation d'électricité, nouvelle forme assez originale d'impôts ! Ceux qui doivent rire jaune, ce sont les habitants de logements équipés en tout électrique. Cette mesure a ceci de caractéristique qu'elle est très efficace, elle touche en totalité des familles, puisque tout aujourd'hui fonctionne à l'électricité dans une maison, grâce en partie à la propagande EDF. Après 78, avec un gouvernement de gauche décidé, l'imagination sera au pouvoir...

Corr. St Brieuc

Pour la bataille politique de 78

ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom
Prénom
Adresse

Blois côté face

L'accueil des travailleurs

2 000 manifestants. Barre à Blois, on s'en souviendra. Déjà trois jours avant la venue de Barre et de ses acolytes, Blois a été investi par 18 escadrons de CRS et l'armée réquisitionnée pour les travaux. A cela, il faut rajouter les RG et les fourgonnettes, qui n'ont pas cessé de patrouiller. Pour ces messieurs, il a fallu aménager un parking de 1 800 m², et pour cela, parquer les «gîtans» ailleurs. Malgré tout ce remue-ménage, le samedi matin, Blois fleurissait d'inscriptions : «Barre dehors», d'affiches syndicales dénonçant la venue de Barre, et appelant à une manifestation de riposte. A partir de 16 h, les travailleurs commençaient à affluer en ville, d'où devait partir la manifestation. Celle-ci s'ébranlait vers 17 h, avec en tête Deriseguyot, en lutte contre les licenciements, et derrière eux venaient environ 2 000 manifestants. Il y avait là Poulain, S.E.V. Marchal, Bloch (de Blois), Mic, Beaulieu, Hure, Rollet (de Romorentin, Vendôme), menacés par les fermetures et le chômage. Reprenant les mots d'ordre : «Les profits augmentent, augmenter nos

salaïres», et surtout, «Il y en a marre du plan Barre», «Gouvernement, patronat, dehors». On remarquait aussi un groupe de jeunes chômeurs, guidés par les jeunes de l'UCJR, venus crier leur révolte et leur volonté de passer à l'action. A 500 m du chapiteau où se produisait «le cirque», des CRS bloquaient la route, et dans la manifestation retentit le mot d'ordre : «Au chapiteau !». Aussitôt, les responsables CGT prononçaient l'intervention et appelaient à rebrousser chemin. Leur son n'a pas suffi à couvrir la voix de nombreux travailleurs qui voulaient continuer à avancer et démontraient ainsi leur volonté de prendre Barre à partie directement. Ils se sont heurtés au cordon du SO CGT, et des responsables syndicaux qui ramenaient dans le droit chemin ceux qui étaient trop combatsifs. Ne vous étonnez pas si, à la suite de cela, on entendait parmi les travailleurs : «Qu'est-ce que cela sera dans deux mois quand ils seront au pouvoir !».

Correspondant Blois

Les «objectifs de Blois» «PAS DE BOULEVERSEMENT» !

«Des réformes, pas de bouleversements, une évolution, pas de révolution». C'est le message politique de Barre à Blois. Un peu moins de 5 000 personnes avaient été réunies sous protection renforcée de gendarmes et de CRS, pour venir écouter les «objectifs d'action pour les libertés et la justice» annoncés à grand renfort de publicité depuis des mois. Parcimonieux, le programme de Barre. Et somme toute, assez peu compromettant : aucun chiffre, aucune date. Rien qui puisse vraiment lier les mains aux partis de la droite en

PROPOSITIONS POUR DES FRANÇAIS EN LIBERTÉ SURVEILLÉE

Dans un chapitre sur la liberté, Barre promet d'introduire dans la législation française, la notion d'«Habeas corpus», c'est-à-dire la conception selon laquelle toute personne dont la culpabilité reste à prouver, demeure maîtresse de ses mouvements et de sa personne. Officiellement présentée comme un recours contre les internements abusifs, (tiens, il y en a donc, en France ?), cette proposition tombe à plat quand on sait à quel point la bourgeoisie sait se tirer d'affaire en de telles circonstances, comme elle en a récemment administré la preuve en légalisant les prisons clandestines pour immigrés, comme celle d'Arenc. En outre, la liberté vue par M. Barre est de nature à inquiéter plus qu'à rassurer : en 5 ans, le gouvernement se propose de recruter 10 000 gendarmes et policiers supplémentaires. De beaux jours en perspective pour le

quadrillage des quartiers populaires.

DES PROGRES... POUR LES ENTREPRISES

Le chapitre consacré au «progrès économique» qui devrait se trouver «au service de l'emploi», prévoit une exonération ou un allègement des charges fiscales, en 78 et 79, pour les PME qui auront embauché des jeunes, comme cela a déjà été fait en 77. Pour favoriser la «relance», Barre supprimera tout contrôle des prix, et s'efforcera de drainer vers les entreprises l'épargne des ménages. Il faudra «renforcer les exploitations agricoles», sans qu'aucun moyen soit indiqué pour cela. On doublera en 5 ans le nombre des lignes de téléphone : il faut bien cela pour résorber le retard accumulé et faire cesser un scandale trop voyant !

LA PANACEE DE LA «PARTICIPATION»

Dans le chapitre «justice sociale», non plus, ce n'est

mal d'un programme de gouvernement. Dans ce bric à brac où le premier ministre a tenté de glaner dans le «manifeste» du parti républicain, tout en essayant d'inclure quelques petites propositions de «relance» susceptibles de faire baisser la grogne du RPR (attention d'ailleurs fort mal récompensée), rien qui puisse créer l'illusion d'un projet global. Il s'agit bien plutôt d'une gestion à la petite semaine, où Barre s'est efforcé d'intégrer quelques formules choc du genre «Solidarité pour la justice sociale» ou «charte nationale pour la qualité de la vie».



pas la nouveauté qui frappe : au premier plan bien sûr l'emploi, mais Barre considère que les mesures déjà adoptées devraient suffire pour résorber le chômage ! En outre, il s'engage à «créer 10 000 emplois à temps partiel par an», manière commode de dégonfler les listes des ANPE en développant un chômage chronique, mais non reconnu ! Cela s'accompagne d'un projet de participation des cadres, ainsi que d'affirmations aussi vaines que de bon aloi sur

la «nécessité d'augmenter les revenus les plus modestes» (dans quelles proportions ? par quels moyens ? Selon quelles échéances ?) et de faire jouer la solidarité en faveur des personnes âgées, dont le revenu minimum quotidien devrait atteindre 40 F par jour... en 79, c'est-à-dire quand l'inflation aura presque réduit cette misérable augmentation à néant.

Enfin, le premier ministre s'est intéressé au statut des femmes, en promettant une augmentation de trois mois du congé maternité. Mais fragmenté, dilué étalé sur 4 années, ce répit supplémentaire perd beaucoup pour ne pas dire tout son sens.

Une promesse à retenir : celle de ramener à 38 heures la durée légale du travail, ainsi que l'ébauche d'un projet d'étude de prélèvement fiscal sur les grosses fortunes. Enfin, quelques considérations d'ordre général sur la nécessité, une fois de plus réaffirmée, d'«élever la qualité de la vie», en généralisant l'éducation pré-scolaire (mais aucun engagement sur la réalisation des équipements nécessaires) et de développer le sport, autre bon vœu qui ne coûte rien.

En définitive, les «objectifs» de Barre sont encore au-dessous de ce qu'on pouvait attendre : s'il restait des illusions, Barre aura réussi le tour de force de les décevoir.

François Marchadier

Chirac fait des siennes

En marge du Rassemblement de Blois, Chirac a tenu à montrer son profond dédain pour une réunion d'où il était exclu : avant même la fin de la réunion de Rambouillet qui a précédé le meeting orchestré par Barre, il a fait annoncer pour le 11 février à Paris une réunion de tous les candidats RPR qui se présenteront «sous ses couleurs». Autrement dit, il n'y aurait pas d'«objectifs» du gouvernement que cela reviendrait au même pour Chirac. Une dure évidence pour Barre, qui sue sang et eau pour s'efforcer de donner à la droite une apparence d'«Union».

Convention Nationale du P.S.

● Toute assemblée du PS est confuse. Mais personne ne niera que les sommets ont été dépassés lors de la convention nationale du dernier week-end sur les problèmes de défense. Les délégués devaient prendre position sur la motion présentée par l'unanimité du Bureau Exécutif (CERES et mitterrandistes), sur l'amendement d'anti-nucléaires (Viveret, Josselin...); ils avaient d'autre part reçu pour faire bonne mesure une contribution de membres du CERES. Si le clivage traditionnel mitterrandistes/CERES n'était pas au départ de cette conférence, il a bien traversé tous les débats, Mitterrand ayant déployé son habileté social-démocrate habituelle à se concilier les grâces des anti-nucléaires... Ce qui fut fait en adjoignant à la motion nationale des concessions sur la remise en cause des Mirage IV aux Missiles du plateau d'Albion... Si, parce qu'il y a une condition, les négociations internationales le permettent.

Dès la présentation de la motion du bureau exécutif, Jean-Pierre Cot tout en faisant des appels du pied aux pacifistes, réservait ses coups les plus durs au CERES dont l'hostilité à la super-puissance US et la complaisance vis-à-vis de la soviétique dérangeant la majorité mitterrandiste.

Josselin, député des Côtes du Nord est chargé de défendre l'amendement des anti-nucléaires. Il fait valoir qu'il y aurait contradiction entre la force de frappe et une société socialiste, que la force de dissuasion française n'est

pas crédible contre la super-puissance soviétique et que donc il vaut mieux se réfugier sous le parapluie nucléaire américain, que la prolifération nucléaire lui retire toute crédibilité (en 1984, 24 pays disposeront d'un armement nucléaire) qu'il existe une «zone grise» entre les armes tactiques et stratégiques qui correspond à cette zone mal déterminée et cela aussi selon eux retire toute crédibilité à la force de frappe française. Que cette tendance du PS soit objectivement atlantiste, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Le CERES ne s'est

d'ailleurs pas privé de le leur dire. Il est de tous le plus hostile au pacte atlantique mais répète avec une telle insistance qu'une agression venant de l'Est est improbable qu'il est bien suspect quand on connaît les visées agressives de l'impérialisme soviétique.

Mitterrand pour sa part, a fait une longue intervention dès samedi après-midi. Il a décrit les horreurs de la guerre atomique, et repris à son compte la force de frappe «avec pragmatisme, parce qu'elle existe». Certes, il évoque à cinq reprises les risques de guerre mais voit comme parade hormis la bataille de l'avant et l'abandon de la théorie du sanctuaire national... la participation de la France à une formidable campagne pour le désarmement. Cela bien sûr pour mettre les anti-nucléaires dans sa poche ce qu'il réussira. Ce n'est pas sur ses positions atlantistes qu'il s'oppose aux pacifistes car ils rivalisent en la matière mais sur l'opportunité d'un désarmement unilatéral tout de suite. La journée de dimanche servira donc à amender la motion du bureau exécutif. Cela va de la protection civile des

populations à la participation des femmes à la défense populaire, en passant par la révision et la publication du statut de l'objection de conscience, abandon de la vente d'armes à certains pays «afin de regagner un crédit auprès du Tiers-Monde» expliquera Cot ! puis finalement affirmer la volonté d'un gouvernement de gauche de faire tous les efforts pour un désarmement général. Au cours d'un débat plus animé seront adoptés des amendements affirmant l'intention, à terme, comme acte concret, de remettre en cause les Mirage IV et les Missiles du plateau d'Albion ainsi qu'un autre donnant une législation pour «préparer les conditions d'une alternative de défense». La convention devait se séparer avant un dernier affrontement entre Mitterrand et le CERES, la minorité voulant faire passer un amendement qui affirmait que la gauche ne prendrait pas ses distances avec Washington ce qui devait amener Mitterrand à leur demander si oui ou non au bureau exécutif, ils avaient signés la motion commune...

Finalement les anti-nucléaires voulaient à tout

SOMMETS DE CONFUSION

HOUILLERES DU NORD : L'IMPUNITÉ POUR SES CRIMES

Jeudi 6 février 1975 à 10 h 30, les ouvriers de la cokerie de Drocourt entendent une terrible explosion. De la salle de réglage de chauffage sortent des flammes. On en retirera trois morts et huit blessés. Des conduites de gaz passent dans cette salle pour l'amener au four à coke. Le débit est réglé par des vannes, mais il est ralenti progressivement par un dépôt de fine poussière sur les parois internes des conduits et des vannes. Pour éviter un trop net ralentissement, un entretien régulier est assuré, consistant à nettoyer les conduites et les vannes plusieurs fois par an. C'est à la suite d'une de ces opérations que s'est produite l'explosion. En effet, il s'agit d'une opération extrêmement dangereuse avec des risques permanents d'explosion, car il

● Le tribunal de Béthune a relaxé le 6 janvier M. Delannay, directeur de la cokerie de Drocourt (Pas-de-Calais) et condamné M. Avenel, contremaître, à trois mois de prison avec sursis et 1 000 francs d'amende. Ces deux hommes comparaissent pour infractions à la sécurité qui avaient provoqué le 6 février 1975 une explosion dans une cokerie des Houillères du Nord et du Pas-du-Calais à Drocourt, faisant trois morts et huit blessés.

est hors de question pour la direction pendant l'entretien d'arrêter le passage du gaz, sous pression.

Pour empêcher des fuites de gaz, les vannes sont isolées avec des joints, mais pendant leur pose, du gaz passe et se mélange à l'air, pouvant constituer un mélange explosif. C'est ce qui s'est passé le 6 février.

Bien que la direction des Houillères ait proclamé que «toutes les mesures de sécurité avaient été prises», il est certain que sa

responsabilité était en cause. On pouvait noter par exemple l'absence de vannes de sécurité empêchant le passage de l'air dans les conduites et la formation d'un mélange explosif. D'autre part, la pression du gaz pendant les travaux était trop forte.

Deux accidents semblables s'étaient déjà produits à la cokerie de Vendin-le-Veil en 1967 et 1972 sans que les mesures de sécurité ne soient pour autant renforcées dans les cokeries des Houillères.

Néanmoins, malgré toutes ces charges pesant plus spécialement contre le directeur de la cokerie, le tribunal de Béthune a une nouvelle fois fait montre d'une scandaleuse indulgence pour les Houillères. Comment ne pas y voir un encouragement à la poursuite d'une politique criminelle de mépris de la sécurité des ouvriers, d'économie sur les dispositifs de sécurité. On ne compte plus le nombre d'ouvriers victimes des Houillères, que ce soit dans les puits, dans les cokeries, ou dans la carbochimie, alors que la justice, comme ce fut le cas pour Chapron, directeur de l'usine de Vendin-le-Vieil, relaxé malgré la mise en évidence de sa responsabilité par l'instruction du juge Charette laisse impunis tous ces crimes.

S. L.

11 interpellations à Radio «Abesses Écho»

LA DICTATURE DE TDF SUR LES ONDES

La police est intervenue vendredi dernier à 11 heures dans un immeuble, rue d'Orsel à Paris 18^e contre l'équipe qui réalise les émissions de la radio libre «Abesses Échos». Onze personnes ont été interpellées et emmenées au commissariat central du 18^e arrondissement où elles ont été retenues plusieurs heures pour interrogatoire. Les flics ont été bien déçus toutefois car ils n'ont pas trouvé l'émetteur. Cette intervention policière n'est pas la première contre les radios libres. Déjà plusieurs personnes animant ces radios

ont été interpellées et soumises à interrogatoire. Ce n'est là qu'une des formes de la répression qui vise les radios libres. Une autre plus répandue, mais totalement arbitraire, est le brouillage exercé par TDF (télévision diffusion de France), gardien du monopole étatique d'émission. Systématiquement, les émissions des radios libres sont brouillées par TDF, rares sont les émissions qui parviennent à y échapper. Exceptionnellement, le 25 décembre, Radio Verte parvint à émettre pendant 2 heures sans être brouillée, mais habituellement au

bout de quelques minutes l'émission est rendue inaudible par des ronflements, des sifflements... émis par TDF sur la même longueur d'ondes.

Legalement, TDF n'a absolument pas le droit de brouiller les émissions des radios libres, et officiellement elle ne reconnaît pas faire cette besogne. Pourtant, elle possède un système de brouilleurs répartis partout en France, il y en a 7 dans la région parisienne. Dès qu'une émission de radio non autorisée est repérée, les brouilleurs se mettent en action. Même la radio giscardienne de Montpellier, Radio Fil Bleu a été brouillée !

Mais, si dans les faits TDF parvient à réduire au silence les radios libres, grâce à son infrastructure, et sa puissance, sur le plan juridique elle se trouve dans une position beaucoup moins assise.

Radio Fil Bleu a eu gain de cause en première instance devant les tribunaux et le monopole de TDF a été déclaré illégal par le juge Lapière de Montpellier. Cette affaire doit être à nouveau jugée en appel.

Quelques radios libres

- «Radio verte Paris». Le soir du deuxième tour des élections municipales, Brice Lalonde tourne le bouton de son transistor devant les caméras de télévision, «Radio verte Paris», devant les journalistes médusés, commence sa première émission. Actuellement, elle émet quotidiennement sur 92 MHz.
- «Radio libre 44» émet dans la région nantaise chaque semaine. Elle a réalisé plusieurs émissions sur la grève de Dubigeon.
- «Radio verte Fessenheim» fonctionne depuis huit mois et bénéficie d'un véritable soutien populaire en Alsace : souscription de soutien et un important courrier. Elle a trois émetteurs qui couvrent chaque vendredi et samedi soir l'Alsace, le pays de Bade et le nord de la Suisse.
- «Radio beau délire» de Lille.
- «Radio campus» à Lille également.
- «Radio sone 93» émet sur 101 MHz le jeudi et le samedi à 13 heures sur la banlieue nord de Paris.

MANIFESTATION CONTRE LA ROCADÉ A 87

Samedi matin à Crosnes dans l'Essonne, plusieurs centaines de riverains ont manifesté contre le projet de rocade A 87 à l'appel des associations de défense de l'environnement et des élus de gauche. L'A 87 est un projet de superpériphérique (ceinturant Paris à 20 kms des portes) datant de 1935. Le tracé prévu entraînerait des expulsions en grand nombre, des expropriations dans l'Essonne et le Val de Marne, et couperait purement et simplement la ville de Crosnes en deux.

2 500 F D'AMENDE POUR LA MORT DE 31 TONNES DE POISSONS

2 500 F d'amende : c'est le tarif que devra payer la société nouvelle des Acieries de Pompey (Meurthe-et-Moselle) pour avoir tué 31 tonnes de poissons, ce qui ne fait même pas 10 centimes du kilo ! C'est le tarif de faveur accordé par le tribunal de grande instance de Nancy au patron pollueur. Celui-ci, qui avait jeté dans la Moselle le produit du lavage d'un haut fourneau, c'est-à-dire des eaux résiduelles à haute teneur en cyanure de potassium. Trois jours après, 31 tonnes de poissons, en majorité des perches et des brochets, flottaient le ventre en l'air : 55 kms de rivière étaient pollués, et la flore tuée pour un an.

Conférence contre la pollution en Méditerranée

La conférence intergouvernementale contre la pollution en Méditerranée s'est ouverte lundi à Monaco, sous l'égide du Fonds des Nations-unies pour l'Environnement. Elle doit durer toute la semaine. Au programme : les différentes pollutions qui menacent cette mer et la transformer peu à peu en fosse commune détruisant la flore et la faune marines. La Méditerranée qui supporte le quart du trafic pétrolier mondial, en subit les bavures : sur les côtes de France, de Tunisie, de Turquie, d'Italie, on retrouve des poissons imprégnés de pétrole. La reproduction du poisson est stoppée dans plusieurs baies, telle celle de Muggia où on ne trouve plus ni poissons, ni mollusques : c'était une des plus riches de la région !

En dehors de la pollution pétrolière, il reste la pollution tellurique, c'est-à-dire tous les toxiques charriés par les fleuves : DDT, engrais nitrés, métaux lourds, pesticides, chlorures, déchets radio-actifs, etc. Si certains accords sur le pétrole sont prévisibles, il est peu probable qu'une solution soit trouvée pour la pollution tellurique.



Contrôle de pollution en Méditerranée. On trouve décidément de tout : mazout, DDT, pesticides, mercure...

Le préfet sur les dents

Chasse à l'homme et prise d'otages. Dimanche soir à Bayonne : des flics en civil viennent arrêter un voleur dans un bar de la ville. Le patron croyant à un règlement de comptes entre complices, neutralise les flics. Le voleur en profite pour prendre le patron et deux flics en otage et finit par obtenir une voiture pour quitter la ville. Poursuivi par la brigade anti-gang, il est tué dans une fusillade, en plein embouteillage rue Neuve à Bayonne. Un otage est légèrement blessé. Le préfet des Pyrénées Atlantiques, un certain Monfraix, a tenu à diriger les opérations sur le terrain lui-même...

Vallauris : la municipalité P.S. ferme la Maison des Jeunes

La municipalité socialiste de Vallauris (Alpes-Maritimes) vient de dénoncer le contrat de financement passé avec la MJC. Cette maison de jeunes qui a près d'un millier d'adhérents sur une population de 18 000 personnes n'était pas dans la ligne de la mairie, celle-ci a donc employé les mêmes méthodes que celles d'un Médecin ou d'un Royer. Une autre MJC dans les Alpes Maritimes a des ennuis avec le conseil municipal, celle de Mandelieu, là c'est un maire CDS qui ne supporte pas l'orientation actuelle de la MJC. A Vallauris, les responsables de la MJC lancent une campagne pour contraindre la municipalité à revenir sur sa décision.

DÉCES DE M^e POLLACK

Ténor du barreau, adversaire déclaré de la peine de mort, M^e Pollack est mort vendredi à l'âge de 67 ans des suites d'une grave maladie. Il avait été le défenseur de Dominici et avait plaidé dans plusieurs affaires criminelles célèbres.

Achetez
tous les jours
Le Quotidien
du Peuple
dans
le même
kiosque

Le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste soumet à la discussion de tous les travailleurs ces propositions communistes pour une plate-forme de front. Le préambule de cette plate-forme fournit l'analyse générale de la situation telle qu'on peut la faire en ce début de l'année 78 et indique les conditions pour que le mouvement de masse forge son autonomie et conjure victorieusement les dangers de cette période. Les propositions qui suivent ce préambule rassemblent les revendications des travailleurs sur lesquelles le mouvement de masse peut et doit s'unifier, pour les imposer au gouvernement issues des élections de 78, quel qu'il soit. L'ensemble de cette plate-forme doit être débattu largement par les travailleurs, amendé, enrichi, pour contribuer déjà au rassemblement des forces nécessaires à la bataille politique de 78, à l'autonomie du mouvement des masses.

PROPOSITIONS COMMUNISTES POUR UNE PLATE-FORME DE FRONT

Dans quelques semaines, les élections législatives vont se dérouler en France, comme tous les cinq ans, ou presque. Mais cette fois, tout le monde sait bien qu'elles auront une importance particulière. Non pas qu'avec des élections, on puisse changer de système ; à un moment ou à un autre, tous les partis de droite ou de gauche ont participé au gouvernement après avoir gagné ou perdu les élections et cela sans que le capitalisme ne s'en porte plus mal. Mais aujourd'hui, notre pays est plongé dans la crise la plus grave depuis la guerre, et à la veille de ces élections, il apparaît avec plus de netteté encore qu'auparavant, que ce système a fait son temps :

— C'est le chômage, massif, prolongé, qui ne cesse d'augmenter ! Tous les truquages gouvernementaux ne peuvent cacher qu'il y a dans ce pays un million six cent mille chômeurs ! Les jeunes au sortir de l'école se retrouvent à la rue sans perspectives d'emploi, ou stockés dans des stages de formation sans avenir, sous payés et sûrs d'être licenciés, les élections passées. Les femmes, elles sont systématiquement encouragées à rester au foyer, et à ne surtout pas rechercher de travail. Les travailleurs plus âgés, ils sont purement et simplement licenciés en priorité, et réduits à une sous-retraite. Les immigrés, ils sont pourchassés par les mesures scélérates de Stoléru.

Toutes les couches du peuple sont frappées, tous les secteurs de l'économie. Avides de trouver une main d'œuvre sous payée à l'étranger, les trusts du textile ferment les usines en France, comme Rhône-Poulenc qui jette 13 000 ouvriers à la rue. Dans la sidérurgie, les maîtres de forge ferment leurs portes pour augmenter leur profit, semant la misère dans une région entière comme la Lorraine. Et le gouvernement qui prétend combattre le chômage, organise à grande échelle la radiation des chômeurs inscrits pour faire baisser les chiffres publics, et les priver de ressources.

— Ce sont les salaires qui sont bloqués depuis plus d'un an alors que les prix montent sans cesse. Les derniers chiffres publics du gouvernement indiquent même que c'est six millions de salariés qui gagnent moins de 2 000 francs par mois, et neuf millions moins de 2 500 francs !

— C'est le droit à la santé et à la sécurité dans le travail qui ne fait que se dégrader. Chaque jour, la course au profit des capitalistes assassine à l'usine ou au chantier 13 travailleurs. Chaque année, c'est un million au moins d'accidents du travail qui sont recensés. Chaque année encore des milliers de travailleurs meurent victimes de maladies professionnelles qui ne sont même pas reconnues, niées purement et simplement par les capitalistes. Et non content d'organiser la mort ou la mutilation à vie des travailleurs, le patronat a même mis sur pied ses réseaux de médecins-flics chargés de pourchasser à leur domicile les malades en arrêt de travail.

— C'est le cadre de vie qui ne cesse de se détériorer. Le temps de transport jusqu'au lieu de travail interminable, rognant toujours plus le repos du travailleur. Les logements exigus où les familles sont entassées sans confort, sans loisirs, sans repos réel possible, avec des loyers démesurés. C'est plus largement encore les rapports mêmes de l'homme à la nature qui sont gravement endommagés et menacés par les pollutions de toute sorte que secrète le capitalisme. Ce sont même les projets irresponsables en matière nucléaire du gouvernement, qui se mettent en place au mépris de la sécurité de centaines de milliers de personnes, et du devenir même de notre pays, comme si ceux qui gouvernent aujourd'hui disaient : «Après nous, le déluge».

— Ce sont les libertés politiques qui sont menacées. Des responsables de lutte sont traduits devant les tribunaux, comme à Paris-Rhône, Air France, etc. Les

travailleurs occupant leurs usines sont de plus en plus souvent délogés par la police. Assassinats de travailleurs immigrés et bavures policières se multiplient, sans que les coupables soient châtiés ou même retrouvés. A Malville, ou lors des occupations d'usines vidées par les CRS, avec la démagogie la plus creuse et la plus plate, Giscard flanqué de Barre cherche un moyen de baisser avec le mouvement populaire, de ne pas l'affronter de face, de le diviser pour mieux le combattre. Projetant de mettre sur pied demain une coalition parlementaire qui unirait les giscardocentristes à la direction du Parti socialiste, Giscard attend patiemment l'approfondissement de la cassure de la gauche. Avec une telle alliance, il se fait fort demain d'imposer l'austérité aux travailleurs, de poursuivre sous un nom ou sous un autre le plan Barre, en profitant de l'influence électorale retrouvée du parti de Mitterrand.

Giscard collabore sans retenue avec l'Allemagne de Schmidt, un pays où les prisonniers politiques sont couramment suicidés à bout portant, où toute une population est mise en fiche et conditionnée par la délation de masse. Et allant plus loin dans la collaboration franco-allemande, Giscard veut construire une Europe des procureurs et des policiers laissant nos frontières ouvertes à des interventions de juges et de policiers d'Outre-Rhin !

— Dans le monde, la politique de la France capitaliste est de plus en plus discréditée, et de plus en plus incapable de marquer son empreinte sur l'évolution de la situation internationale. Giscard multiplie les concessions à Carter sur l'Europe, à Brejnev sur les droits de l'homme, totalement incapable de résister aux pressions de ces deux superpuissances qui se disputent pour mettre la main sur l'Europe. En même temps, Giscard lance notre pays dans des aventures agressives contre les peuples d'Afrique comme dernièrement au Sahara occidental. Les vieux rêves gaullistes d'une France capitaliste traitant d'égal à égal avec les USA et l'URSS et conservant une chasse gardée en Afrique et au Moyen-Orient, sont aujourd'hui à l'eau : Giscard manœuvre en recul face aux pressions russes et américaines et face aux revendications des pays du Tiers-Monde qui s'unissent pour disposer de leurs richesses et édifier une économie indépendante.

Voilà, tant au niveau de la France que du monde, les résultats de la politique de Giscard, de Chirac et de Barre. Ces politiciens réactionnaires font porter tout le poids de la crise à la classe ouvrière et au peuple travailleur. Leur faillite est si évidente que Giscard et Chirac en viennent à se disputer ouvertement et se renvoient la responsabilité des échecs retentissants de la politique de la droite.

Pour Chirac, les choses sont claires : il faut ouvertement faire campagne sur le thème de l'ordre, de l'obéissance aux autorités ; cherchant à rassembler tout ce que ce pays rassemble de plus réactionnaire et de plus conservateur, flattant les aspirations les plus basses, du charcutier en gros au rentier inquiet, il met sur pied avec le RPR une machine de guerre contre le mouvement ouvrier et populaire. Avec des accents démagogiques et fascistes, Chirac se présente comme le rempart le plus sûr de la droite et veut apparaître, après une cure d'opposition, comme le recours ultime contre l'agitation sociale, amalgamant sous ce mot les ambitions partisanes et politiciennes des partis de gauche et les aspirations légitimes des mouvements populaires. Casser le mouvement des travailleurs en suscitant contre lui des mouvements réactionnaires des couches moyennes, un peu comme cela s'est fait au Chili avant le coup d'Etat de Pinochet, c'est cela qu'est prêt à faire Chirac.

Pour Giscard, sous ses dehors d'aristocrate hésitant, un autre projet bourgeois se façonne. Alternant répression ouverte du mouvement de masse, comme à Malville, ou lors des occupations d'usines vidées par les CRS, avec la démagogie la plus creuse et la plus plate, Giscard flanqué de Barre cherche un moyen de baisser avec le mouvement populaire, de ne pas l'affronter de face, de le diviser pour mieux le combattre. Projetant de mettre sur pied demain une coalition parlementaire qui unirait les giscardocentristes à la direction du Parti socialiste, Giscard attend patiemment l'approfondissement de la cassure de la gauche. Avec une telle alliance, il se fait fort demain d'imposer l'austérité aux travailleurs, de poursuivre sous un nom ou sous un autre le plan Barre, en profitant de l'influence électorale retrouvée du parti de Mitterrand.

Et justement, une telle solution n'est pas pour déplaire à Mitterrand. Vieil habitué des coalitions socialo-centristes de la IV^e République, il n'a pas changé et il se prépare à renouer avec ce passé qu'il n'a jamais renié. La signature du programme commun, le pacte électoral avec le PCF n'avait qu'un but tactique : rajeunir l'ancienne SFIO déconstruite, tromper les travailleurs par un langage de gauche, et ainsi construire l'influence électorale de la social-démocratie. Mitterrand n'a pas viré à droite, pour la bonne raison qu'il a toujours été à droite ! Les Mitterrand et les Rocard, les Defferre et les Mauroy ont déjà annoncé la couleur : le plan Rocard, c'est le plan Barre, plus quelques nationalisations, le moins possible. Mitterrand a publiquement souhaité le succès de ce plan Barre, et il va couramment chercher des leçons de socialisme chez Schmidt ou chez Soares.

Soucieux de préparer l'avenir, le PS ménage les forces giscardocentristes, préférant attaquer Chirac, pour laisser la porte ouverte à la construction d'un compromis avec Giscard. Même s'il ne peut le mettre sur pied tout de suite, c'est cela que prépare Mitterrand : faire payer la crise aux travailleurs en s'alliant avec Giscard et en mettant à son service l'influence du PS dans certains syndicats, dans les organisations de masse, pour détourner, dévoyer, diviser le mouvement des travailleurs.

Quant au PCF, s'il découvre bien tard que le Parti socialiste est un parti bourgeois, s'il pousse les hauts cris sur le virage à droite de Mitterrand, un virage dont personne ne s'est aperçu, puisqu'il est pris depuis toujours, ce n'est pas sans arrière-pensées. Qui pourrait faire confiance à Marchais, qui s'égoïstait il y a trois ans, pour appeler à une Union du Peuple de France, avec péle-mêle les petits et moyens patrons, les cadres, les hauts fonctionnaires, les gaullistes et autres républicains de progrès et qui fait passer aujourd'hui le PCF pour le parti des pauvres, pour le défenseur de la classe ouvrière ? Qui ne s'inquiéterait de ses conversions brutales à l'autogestion, du bouleversement total, à six mois des élections, de sa politique de défense ? La vérité, c'est que le PCF change si vite qu'il reste toujours le même, car l'essentiel, pour lui, ce n'est pas ce qu'il dit à un moment ou à un autre, mais de parvenir au pouvoir.

S'il a cassé l'Union de la gauche, c'est parce qu'il ne veut pas se contenter de fournir l'appui à un gouvernement dirigé par le Parti socialiste, alors que le développement de la crise lui permet d'exiger davantage.

Ce qu'il veut, comme il le dit lui-même, c'est l'établissement d'un capitalisme d'Etat. C'est-à-dire : — Une très large extension du secteur nationalisé, poussée à un point tel que le contrôle de l'économie soit assuré à partir de ce secteur. Mais les nationalisations ne changent pas la nature capitaliste de l'économie, la course au profit, l'exploitation des travailleurs. Elles remplacent simplement les capitalistes privés par des hommes de confiance du pouvoir en place, des cadres et des fonctionnaires. Les travailleurs de Renault, les mineurs de charbon sont-ils aujourd'hui des privilégiés parce que leurs entreprises sont nationalisées ? Ne subsistent-ils pas, comme tous les travailleurs, la même oppression capitaliste ?

— Une pression accrue sur les travailleurs pour qu'ils renoncent à la lutte, une incitation constante à produire davantage, un appel de tous les moments à faire des sacrifices pour aider l'économie capitaliste à sortir de la crise.

— Un détournement systématique de la démocratie que revendique le PCF dans ses mots d'ordre trompeurs sur les libertés. En fait, l'instauration du capitalisme d'Etat envisagée par le PCF, c'est la confusion totale entre l'Etat et le parti, entre les hauts fonctionnaires et ses permanents, les dirigeants des entreprises nationalisées et ses propres hommes, les syndicats qu'il contrôle et la maîtrise à l'usine. N'y a-t-il pas l'amorce d'un tel processus depuis des années dans les municipalités PCF, dans les syndicats qu'il dirige ? Mais ses effets seraient infiniment plus graves si le PCF n'était plus un parti d'opposition, en rivalité avec les partis de droite, mais le parti du pouvoir, s'il n'avait plus pour fonction de s'appuyer de temps à autres sur les associations de travailleurs pour mieux briser leurs luttes quand elles dérangent ses projets, mais bien de diriger un Etat capitaliste en crise. L'encadrement systématique des travailleurs viendrait alors s'ajouter à toutes les forces actuelles de répression par le pouvoir d'Etat, c'en serait fini des libertés démocratiques chèrement conquises par les travailleurs dans leur lutte contre la bourgeoisie : droit de réunion, de grève, de manifestation... Qu'avons-nous à gagner d'un tel capitalisme étatisé, bureaucraté, policier ?

— Un renforcement des relations avec les pays d'Europe de l'Est, avec l'Union soviétique des hôpitaux psychiatriques et de la misère, avec la Tchécoslovaquie qui souffre sous la botte russe, avec la Pologne où l'on tue sur les ouvriers en grève. Par la force des choses, un tel rapprochement serait rejeté par les pays pro-américains d'Europe, sur le plan politique aussi, car le PCF n'a pas rompu ses liens avec les partis frères qui étouffent leurs peuples, car il dissimule aux travailleurs ce que sont véritablement ces pays et les présente comme des pays socialistes.

Mais pour réaliser son projet de capitalisme d'Etat, le PCF ne peut compter simplement sur l'appui des travailleurs. Il ne peut les amener à confondre cette transformation hétérodoxe du capitalisme avec le socialisme auquel ils aspirent, il ne peut gagner les cadres et bureaucrates avides d'étendre leur pouvoir sans perdre en même temps la confiance des travailleurs, il se débat dans une contradiction insoluble, allant des uns aux autres, tantôt appelant à l'Union du Peuple de France, tantôt se proclamant parti des pauvres. Aussi ses résultats électoraux n'augmentent guère et le Parti socialiste de Mitterrand le dépasse facilement. C'est pourquoi le PCF ne peut se résoudre à enregistrer la stagnation de ses scores aux élections et l'avance qu'a pris sur lui le parti de Mitterrand, un parti qu'il a fait renaître de ses cendres sans imaginer qu'un jour celui-ci le dépasserait. Déception compréhensible, mais du coup, peut-on croire sérieusement que le PCF va se résigner à sa défaite provisoire ? Fort d'une organisation plus solide

et plus nombreuse, à la tête de l'organisation syndicale la plus importante ne va-t-il pas tout faire pour déborder son allié socialiste qu'il sait bien incapable de satisfaire en quoi que ce soit les légitimes revendications des travailleurs ?

Ne s'y prépare-t-il pas dès maintenant en le mettant systématiquement en accusation ? Car si le PCF a détruit la fiction d'une Union de la gauche, avec laquelle il a trompé des années durant les travailleurs, pour laquelle il les a contraints à renoncer à la lutte contre la politique d'austérité de Giscard-Chirac-Barre, il n'a pas renoncé, loin de là, à participer au gouvernement en cas de victoire électorale des partis de gauche.

Comment pourrait-il laisser passer l'occasion presque inespérée il y a dix ans et qui n'est pas prête de se représenter d'aussitôt s'il la néglige aujourd'hui, de prendre en mains, à partir du gouvernement, des leviers de commande essentiels, de peser pour faire nommer — ou élire — ses hommes à la tête d'entreprises nationalisées, d'investir des secteurs importants de l'administration bourgeoise, de réclamer quelques ministères propices à fournir ces sinécures ?

S'il y parvient — et rien ne l'en empêche vraiment — le PCF ne tentera-t-il pas d'utiliser les organisations de masse qu'il contrôle pour élargir son influence, déborder ses alliés socio-démocrates et faire avancer son projet de capitalisme d'Etat ?

Hors le fait que cette politique n'apporterait rien d'essentiel aux travailleurs et surtout pas le pouvoir, elle verrait à coup sûr se déchaîner la riposte des capitalistes peu enclins à se voir déposséder de quelques-uns de leurs privilèges et des forces réactionnaires que Chirac rassemble déjà dans son sillage. Aussi les plans du PCF conduisent tout droit à l'aventure, aux pires dangers pour la classe ouvrière et les travailleurs, sans faire avancer d'un pas leur émancipation.

Face à ces dangers ouverts en 78, que faire ? Comment s'organiser ? Déjà depuis de longs mois, des travailleurs, notamment dans leurs luttes, ont marqué leur volonté de rompre avec l'isolement, les diversions, l'émiettement entretenus par les partis de gauche. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui pensent que, quels que soient les partis qui l'emportent aux prochaines élections, il faut avant tout compter sur ses propres forces pour imposer leurs revendications élaborées par les travailleurs eux-mêmes, dans leurs luttes, dans leurs actions.

Aujourd'hui, dans de nombreuses usines, des ouvriers, des syndicalistes veulent débattre sans entrave de la situation politique, des perspectives de lutte et de la riposte à apporter à la crise.

Aujourd'hui, les chômeurs exigent le droit au travail mais savent qu'ils ne pourront seuls imposer l'embauche.

Aujourd'hui, des petits paysans marquent une méfiance accentuée face aux manœuvres des partis de droite ou de gauche et exigent des moyens décents pour vivre.

Aujourd'hui, dans leurs mouvements, les femmes formulent des revendications, des droits dont la satisfaction ne pourra être obtenue que par la force d'un large rassemblement de masse.

Aujourd'hui, dénonçant les méfaits du capitalisme sur l'environnement, des écologistes refusent de s'en remettre aux partis traditionnels pour organiser l'action contre la dégradation du cadre de vie.

Voilà qui montre l'aspiration grandissante dans la classe ouvrière et le peuple de notre pays de s'organiser en une force unique, indépendante des

partis de droite et de gauche. Sans la constitution progressive de cette force unique, chaque mouvement isolé rencontrera des limites et ne pourra imposer à lui seul la satisfaction des revendications populaires.

Il est possible et nécessaire d'engager la constitution de cette force.

— Construire une force capable d'imposer les véritables revendications populaires, issues des luttes de la classe ouvrière et des luttes du peuple.

— Construire une force capable de s'opposer aux tentatives de récupération des partis de gauche, qui chercheront à utiliser le mouvement de masse pour leurs propres projets.

— Construire une force capable d'unifier progressivement les mouvements de lutte qui ne manqueront pas de se développer au cours de 78, et d'éviter ainsi dispersion, isolement qui affaiblissent et empêchent une riposte d'ensemble.

— De construire une force de plus en plus consciente des dangers ouverts en 78 et capable de s'y opposer victorieusement, d'organiser et consolider le mouvement révolutionnaire des masses. Mais l'horizon de nos luttes ne peut se borner à l'immédiat après mars 78. Si nous refusons de payer la crise, si nous refusons de constituer la masse de manœuvre des partis bourgeois de droite et de gauche, ce que nous refusons par là même, c'est cette société pourrie et qui a fait son temps, cette société de châtiment, d'austérité, de répression pour le peuple.

Ce que nous voulons, c'est le socialisme. Non pas du tout cette caricature représentée par l'URSS et les pays de l'Est, et qui constitue un repoussoir que ne manquent pas d'utiliser les Chirac et compagnie. Là-bas, à l'Est, c'est une nouvelle bourgeoisie qui dirige, qui opprime, réprime impitoyablement la classe ouvrière et le peuple.

Cela n'a rien à voir avec le socialisme que nous proposons ! Le socialisme, c'est la démocratie la plus large pour le peuple.

La révolution socialiste détruira le vieil appareil d'Etat bourgeois et engagera l'édification d'une société nouvelle. Le pouvoir, loin d'être détenu par une minorité placée au dessus des masses pour les dominer, comme cela se passe aujourd'hui, sera au contraire celui de la classe ouvrière.

Dans le socialisme, la classe ouvrière assure la direction, non seulement des usines, mais de la société toute entière.

— C'est bien cette société socialiste qui peut assurer le plein emploi, organiser l'ensemble de la production pour satisfaire les besoins du peuple, éliminer l'exploitation et la misère.

— C'est bien cette société socialiste qui peut rompre avec le vieux monde bourgeois dont elle est issue, liquidant progressivement les séquelles de la vieille société capitaliste, réduisant les différences de classe.

— C'est bien cette société socialiste qui peut assurer une véritable indépendance du pays, rompre tout lien de dépendance vis-à-vis des super-puissances, liquider tout rapport colonialiste ou néo-colonialiste et d'oppression des peuples, soutenir les luttes révolutionnaires dans le monde et développer l'amitié entre les peuples.

— C'est de ces exigences d'une société radicalement différente que sont portées les issues d'aujourd'hui et de demain ; c'est elle que nous préparons dès maintenant dans l'union pour la démocratie prolétarienne, pour la démocratie socialiste.

● Développons nos luttes, construisons l'autonomie ouvrière par rapport aux partis bourgeois de droite et de gauche.

● Préparons l'avènement du socialisme dans notre pays.

**NOUS PUBLERONS DEMAIN
LA SUITE DE CE DOCUMENT**

LUTTES OUVRIERES

3 assassinats patronaux en quelques jours

Chausson-Gennevilliers : un ouvrier licencié, dans le coma après 18 années de cadences

Après avoir trimé durant dix huit années sur les chaînes de l'usine, l'ouvrier El Alaoui, âgé de 42 ans, était licencié il y a un mois par la direction de l'usine Chausson de Gennevilliers pour «*faute professionnelle grave*». Deux jours plus tard cet ouvrier était retrouvé inanimé par les passants, dans une rue de Gennevilliers. Transporté à l'hôpital, les médecins l'ayant examiné, diagnostiquaient deux tumeurs au cerveau et une tuberculose pulmonaire. Depuis une semaine, il est dans le coma.

Le mal qui a abouti au coma ne datait pourtant pas d'aujourd'hui. Après 7 années passées à un des postes les plus durs de l'usine Chausson de Gennevilliers (à l'atelier des traverses, où le travail consiste à tourner à tour de bras, des barres de métal pour y percer des trous, sept tonnes en une journée), El Alaoui était déjà tombé malade et les derniers mois, il n'était pas rare qu'il s'écroule pendant le travail. La seule réponse des chefs était de lui dire d'augmenter les cadences et ils l'accusaient d'être ivre ! Les travailleurs, devant ce crime patronal, viennent de réaliser un puissant débrayage dans les différents ateliers pour exiger de meilleures conditions de travail. Cet accident en dit long sur les conditions de travail chez Chausson, après la mort, le 24 décembre, de l'ouvrier Boubaya, à Creil.



Marché gare de Saran (Seine-et-Marne) : un ouvrier tué par une poutre métallique de cinq tonnes !

En fin de semaine dernière, vendredi après midi, plusieurs ouvriers de l'entreprise Boutard de Pringy, dans la Seine et Marne, travaillaient sur la route nationale 20, au marché gare de Saran. Une poutrelle métallique de 48 tonnes que soulevait une grue, a fait céder la chaîne qui la supportait. La poutrelle est tombée d'une hauteur de 9,50 mètres sur trois soudeurs. L'un d'eux, M. Roger Oury, 33 ans est mort sur le coup tandis que ses deux compagnons, originaires de Saône et Loire, souffrent de fractures graves.

Palud (Vaucluse) : un travailleur immigré noyé avec son excavatrice

Un travailleur conduisant une pelle mécanique et travaillant sur le chantier de la Palud, dans le département du Vaucluse est mort noyé aux commandes de la pelle mécanique, son engin s'étant affaissé dans un trou d'eau.

EDF : après avoir cassé la grève

LES PITEUSES «JUSTIFICATIONS» DE LA FÉDÉRATION CGT

En fin de semaine dernière, la Fédération CGT de l'EDF quittait au bout de quelques minutes, la salle de réunion, où elle devait discuter avec la CFDT, de la suite à donner à l'action menée en décembre, contre le blocage de leur salaire, par les gaziers et électriciens. La Fédération CGT justifiait cette décision par le fait que Boiteux directeur de l'EDF venait d'envoyer une lettre proposant dans les quinze jours, une «*négociation*» pour discuter de l'établissement d'un accord semblable à celui signé par FO et la CFTC, accord ne donnant que des miettes !

C'est le même prétexte d'une proposition de négociation bidon de l'EDF, qu'avait saisi la même Fédération CGT, en décembre, pour annuler son mot d'ordre de grève.

Cette fois les prétextes sont devenus trop grossiers et la direction de la CGT pour tenter de prévenir le mécontentement qui monte dans les rangs du syndicat, affute de nouveaux «*arguments*».

Selon elle, avant de s'engager dans une nouvelle bataille qui soit solide, il est nécessaire de savoir si la majorité des électriciens, après les fêtes de fin d'année, sont toujours opposés, à la convention salariale signée par F.O. et la CFTC. S'ils sont toujours prêts à lutter pour l'augmentation des salaires ! Et pour cela, la CGT propose un référendum, le 31 janvier, avec cette première question : «*La convention salariale telle qu'elle est actuellement conçue fait-elle obstacle à une véritable remise en ordre des rémunérations*». Ce souci de «*démocratie*» ne sert en fait qu'à cacher bien maladroitement la préoccupation de différer l'action aux calendes grecques et la CGT le dit elle-même en quelque sorte, quand elle reconnaît que le résultat de ce réfé-

rendum est connu d'avance : «*A Malignon, on ne se fait guère d'illusion sur les sentiments que nourrissent les personnels d'EDF à l'égard de sa politique salariale.*»

La Fédération CGT se saisit encore d'un second prétexte : seule une participation la plus large possible à l'action est susceptible de faire revenir l'EDF et le gouvernement Barre sur son intransigence en matière salariale !

«*RALLIER F.O. ET LA CFTC...*»

Méprisant et niant la force que représente la volonté de lutte exprimée en décembre par les électriciens (pour l'essentiel, les exécutants sont les plus touchés) syndiqués à la CFDT et la CGT, la direction de cette dernière explique qu'il faut rallier au

mouvement les organisations de collaboration de classe ultra-minoritaires FO et CFTC, et autres autonomes UNCM. S'adresser à «*l'ensemble du personnel*», c'est aussi noyer les revendications des exécutants, car aujourd'hui, le personnel d'encadrement représente 55 % du personnel ! Et où sont passés les 200 F pour tous réclamés en décembre ?

Cela aboutit à la deuxième question du référendum, prévu pour la fin janvier : «*L'ensemble des fédérations syndicales d'EDF-GDF doivent-elles examiner en commun les mesures pour rendre obligatoire une négociation réelle sur le salaire ?*»

La Fédération CGT répond d'emblée «*Oui*» à la question en expliquant qu'il s'agit de «*donner à la mobilisation des gaziers et électriciens la surface portante la plus grande possible*». «*Pousser*» FO et CFTC à engager l'action, alors que ces organisations viennent de se féliciter encore dernièrement des 2 % octroyés par la direction de l'EDF pour le 1^{er} janvier (ce qui revient à une baisse du pouvoir d'achat) et que la CGT refuse les propositions d'action de la CFDT, c'est ni plus ni moins que retarder encore plus la bataille.

Que ce soit le but poursuivi par la direction CGT, la dernière preuve en est fournie par les déclarations de son secrétaire général

Pauwels, aux propositions d'action faites par la CFDT : «*Nous sommes réalistes, nous ne voulons pas voir nos troupes s'effriter au fil des arrêts de travail deux fois par semaine proposés par la CFDT*». Effritement alors que les luttes de décembre avaient montré une volonté de lutte rarement vue à l'EDF ? Force est de constater que la Fédération CGT est pour le moins de mauvaise foi en «*oubliant*» que la CFDT proposait une autre action, celle de reconduire le mouvement de décembre (débrayages tournants par régions avec coupures de courant d'une heure par jour), action qui avait pour le moins recueilli un large assentiment de la part des électriciens ! Le problème, c'est que de telles actions en cette période électorale, la direction CGT n'en veut pas. Elle ne veut pas effrayer certaines couches pouvant encore apporter ses voix au PCF.

Le vote de la Fédération CGT, «*un référendum de lutte*», c'est plutôt un moyen bon marché dont la direction de la Fédération CGT attend sans doute qu'il détourne la colère des électriciens après son veto sur la grève. Mais il n'échappe à personne que les vraies questions ne sont pas posées, et que ce n'est pas avec de telles manœuvres qu'elle obtiendra un consensus réel dans ses rangs.

Richard FEUILLET

C.A.T. (Besançon)

LE CONSEIL MUNICIPAL PLUS PRÉOCCUPÉ DES ÉLECTIONS QUE DES TRAVAILLEURS

Une réunion pour rien : vendredi 6 janvier, à 20 heures s'est tenue une réunion publique du conseil municipal de Besançon. Elle avait pour thème, l'appel du Centre d'Aide pour le Travail de Besançon, fermé maintenant depuis le 24 février 1977. Bien loin d'avoir avancé sur la voie d'une réouverture du CAT, la municipalité de Besançon ne fait que continuer ses attaques et insinuations contre les travailleurs et contre le syndicat CFDT. Elle cherche à diviser travailleurs handicapés et travailleurs valides. Les paroles de Schwint, maire PS sont sans équivoque.

Il critique ceux qui, dit-il, se mettent à s'occuper trop tardivement des handicapés. Colette, son comparse, estime qu'il est scandaleux de voir l'exploitation basement politique de la situation des handicapés. Mais à qui s'adresse-t-il sinon à lui-même ? Épinant, candidat aux élections législatives, se trouve étonné, choqué, peiné des attaques portées contre ses collègues socia-

les poursuites et inculpations contre les travailleurs.

Aujourd'hui, ils continuent sans en démordre à soutenir la loi d'orientation dite en faveur des handicapés, instituée par le pouvoir giscardien. «*Nous n'y pouvons rien*» affirment ces messieurs, «*nous avons agi sous la pression, nous devons obéir à la loi*».

Mais depuis un an, 250 travailleurs sont au chômage. Que signifie ce socialisme à la traîne de la politique d'austérité et de rentabilité de M. Raymond Barre ? Les seules et uniques paroles sévères émises par les élus de la gauche, ne concernent aucunement les patrons et le gouvernement, mais les travailleurs du C.A.T. et de la CFDT. Au cours de cette réunion, où étaient

présentes les diverses formations politiques de la municipalité (PS, PC, MRG, PSU), aucun parti, excepté une timide et maladroite intervention du PC, n'a essayé d'empêcher Schwint de clore la séance. Aucun débat n'a eu lieu. Les travailleurs ne peuvent que conclure qu'ils n'ont rien à attendre d'une telle municipalité, et qu'ils ne doivent compter que sur leur propre détermination à lutter. Nos conseillers municipaux sont plus préoccupés par leurs buts électoralistes que des intérêts des travailleurs. Depuis un an, les handicapés et malades du CAT se battent pour leur emploi, pour le SMIC et le droit syndical des handicapés... Encore une fois, avec cette réunion du conseil municipal, on a voulu les tromper !

Samedi, à Clermont-Ferrand

«NON AU SEMI-CONTINU»

● Pour le premier samedi d'application par la direction des horaires de semi-continu, 80 % des 6 000 ouvriers de Michelin de Clermont-Ferrand ont fait grève. Deux mille d'entre eux se sont retrouvés place des Carmes pour une manifestation, vers neuf heures.

Après la grève de dix jours qui a surpris par la détermination des ouvriers qui refusent la nouvelle organisation du travail par les patrons de Michelin, la lutte était bien «reprise en main» par les syndicats, c'est-à-dire que la CGT cherchait à contenir un mouvement qui demandait à prendre de l'ampleur.

Aussi l'action entreprise samedi était assez mal organisée pour qu'une partie importante des grévistes restent chez eux.

Le mouvement de grève a surtout été suivi à Clermont, à Chollet cependant un millier de grévistes n'ont pas repris leur poste samedi matin.

Ce qu'ils refusent c'est que Michelin consolide ses profits en période de crise, sur le dos des travailleurs. Ce qu'ils refusent c'est de travailler six jours sur sept et un dimanche sur deux alors qu'ils avaient conservé jusque là le minimum de

temps pour reconstituer leurs forces, en famille. Jusqu'à ce jour, la direction, qui a compris la mollesse de la CGT qui refuse de durcir le mouvement, s'opposant, pour une part en cela à la CFDT, refuse de négocier.

Michelin, patron de droit divin selon l'expression consacrée reste invincible, assuré du soutien des pouvoirs publics, pour qui cette entreprise constitue un modèle pour l'industrie française. Un modèle d'exploitation !

La grève de jeudi qui paralysera tout le trust, donnera une idée du niveau de combativité des ouvriers et permettra certainement de voir comment va évoluer le conflit.

Centrale nucléaire de Tricastin (Drôme)

LE TRAVAIL A REPRIS

Les ouvriers du chantier de construction de la centrale nucléaire et de l'usine d'enrichissement d'uranium de Tricastin ont repris le travail jeudi.

Pourtant la combativité était grande durant les 37 jours de grève parmi les 1 300 ouvriers du bâtiment appartenant à la C.B.C. du holding Campenon Bernard.

Après le départ des gendarmes mobiles qui encer-

claient le chantier, ils ont repris, sans avoir rien obtenu.

En majorité immigrés (90 %), les ouvriers sont logés maintenant dans des logements provisoires Sonacotra. Au fur et à mesure que les chantiers de construction de centrales électro-nucléaires se terminent et que d'autres sont ouverts, les hommes sont déplacés, en même temps que les bungalows préfabriqués.

Le travail est dur, soumis aux intempéries : c'est le refus de la direction d'accorder le droit de mise à l'abri lorsqu'il y avait trop de mistral, et que le thermomètre descendait en dessous de zéro, qui avait provoqué le déclenchement de la grève.

La direction CGT a tout arrêté dès qu'elle a pu obtenir l'ouverture des négociations avec la direction. C'est une tactique qui se retrouve un peu partout, à l'EDF par exemple.

Aujourd'hui, la promesse vague de la direction suffit à L'Humanité pour afficher un bulletin de victoire. En fait, le protocole promis mais non signé sanctionne l'échec de la grève.

Les ouvriers combattifs reprochent à la direction syndicale d'avoir temporisé, de ne jamais avoir pris l'offensive, en particulier lorsque l'ensemble des ouvriers des autres entreprises travaillant sur le site, se sont solidarisés avec ceux de la CBC pour obtenir le départ des CRS, le 13 décembre. Pendant quelques jours, on a pu croire que la lutte prenait de l'ampleur mais un escadron de gendarmes mobiles devait investir sans difficultés le chantier. La direction CGT prétendait éviter les provocations !

Mais au fond, une grève d'immigrés, dans le domaine du nucléaire, à quelques mois des élections, autant de raisons pour la direction CGT d'arrêter le mouvement à la première occasion !

Thomson CSF, St Egrève (Isère) :
grève pour l'embauche
d'un intérimaire licencié



Depuis fin novembre, l'atelier de mécanique s'est mis en grève, à la suite du licenciement d'un intérimaire présent dans l'entreprise depuis plus de 18 mois au même poste ! Depuis, cinq secteurs de l'usine sont en grève, à 80 %. Le travailleur intérimaire renvoyé, continue à être présent depuis 5 semaines à son poste de travail, soutenu par ses collègues et les sections syndicales CGT et CFDT, qui réclament son embauche. Les services en grève exigent l'embauche des intérimaires, le déblocage des salaires, et l'amélioration des conditions de travail. Face à cette lutte, les sanctions n'ont pas tardé, de la part de la direction : un délégué CFDT et un délégué CGT ont reçu un blâme !

A la Sescosem, autre département de l'usine de St Egrève, la direction vient de licencier 17 travailleurs, «pour raisons économiques», et Beullac, le ministre du travail, a autorisé le licenciement d'un délégué syndical CGT, le 31 décembre.

Les Quartiers de Haute-Sécurité

L'USINE A FABRIQUER DES FAUVES

Ce lundi 9 janvier, des détenus des quartiers haute sécurité des prisons se mettront en grève de la faim pour que soient prises en considération leurs revendications. En prison, la grève de la faim est un des seuls moyens de se faire entendre. Ces hommes ne sont certes pas des innocents. Plusieurs d'entre eux ont commis des meurtres. Mais le pouvoir en les détenant dans des conditions inhumaines, dégradantes se comporte en criminel envers eux, il les traite en bêtes féroces et tente de leur interdire toute prise de conscience et toute réhabilitation.

Plusieurs détenus des quartiers de haute sécurité engagent la lutte pour que leur détention ne soit qu'une privation de liberté et non une mort lente.

Dans une lettre appelant à la grève de la faim ils écrivent : «Les quartiers de haute sécurité sont la forme futuriste de la peine capitale. On y assassine le mental en mettant en place le système de l'oppression carcérale à outrance, conduisant à la mort par misère psychologique. Loin de protéger la société... c'est l'usine à fabriquer des fauves et les assassins de demain».

Ils revendiquent notamment des possibilités de réunion pour discuter d'un sujet choisi, des possibilités de rencontres et de conférences avec des intellectuels, des militants politiques... L'intensification des possibilités de contact avec la famille et les amis, le droit aux relations sexuelles, la possibilité pour

les étrangers d'avoir accès à leur culture d'origine, la suppression du prétoire, la suppression du QHS (quartier de haute sécurité), le droit aux espaces sportifs, l'abolition de toute censure sur l'information...

Le CAP (Comité d'Action des Prisonniers), et le CTJ (Collectif Travailleurs Justice), soutiennent l'initiative des détenus des QHS et appellent pour populariser leur lutte à 4 heures contre les QHS le 11 janvier de 16 heures à 20 heures, Place Vendôme à Paris. Ce même jour débutera au cinéma Jean Renori, 43 boulevard de Clichy à Paris dans le 18^e arrondissement une semaine sur l'«enfermement», avec la projection de 19 films.

Les QHS, quartiers d'extermination

Il y a environ deux cents détenus en permanence en QHS. Les quartiers de haute sécurité ont été créés par la réforme pénitentiaire de 75 qui faisait suite à la révolte de prisons de 74.

Présentée comme une réforme libérale, cette réforme instaurée par le décret du 23 mai 75, visait essentiellement à empêcher le retour des révoltes dans les prisons. D'un côté le législateur apportait un semblant d'amélioration des conditions de détentions des détenus ordinaires, mais c'était pour créer d'un autre côté les quartiers de haute sécurité pour les détenus jugés dangereux. Si le volet libéral n'a pas été suivi d'application, en revanche les quartiers de haute

sécurité ont été rapidement mis en place, avant même que ne soient publiés tous les décrets d'application.

Daniel Debruelle et Taleb Hadjaj, deux détenus des QHS qui appellent à la grève de la faim ont décrit leur cellule à la Santé dans le N° 51 du CAP :

«Ce n'est pas un cellule, ni un placard, ni un cagibi, c'est une tombe (...). Vous faites 3 pas et allez à la fenêtre. Elle commence à un mètre du sol par deux rangées de 14 carreaux de 10 cm sur 20 cm chacun, en plastique incassable. Ils sont sales à l'extérieur, presque opaques. Vous ne pouvez jamais les nettoyer... Le soleil n'entre pas dans la cellule vu l'archi-

ture du bâtiment. La superficie de 6 mètres carrés de votre cellule est diminuée par le mobilier scellé. Un placard de trois étagères de 1m sur 40 cm. Une table de 80 cm sur 40 cm. Un WC de 30 cm sur 30 cm. Un lavabo encastré de 40 cm sur 15 cm. Et le lit... de 1,60 m sur 60 cm. 1,60 mètres alors que Debruelle mesure 1,75 mètres et Hadjaj 1,80 mètres. Dans ces dispositions ces meubles ne nous laissent qu'une «allée» de 3m sur 40 cm pour circuler. Il y a une chaise en plastique libre de toute attache. Dans les autres QHS il y a un tabouret scellé, mais ici à la Santé cela nous bloquerait notre «allée». Humanisme administratif merci».

Arrestation de deux militants révolutionnaires à Vitry

BATAILLE POLITIQUE AUTOUR D'UN COMMISSARIAT

Il y a deux mois, la police affrontait des jeunes de la cité des Montagnards.

Samedi dernier deux militants de l'UCF qui appelaient au remplacement du gérant raciste du supermarché Timy cité Balzac sont embarqués par la police.

Ce samedi 7 janvier deux militants de L'Humanité

Rouge qui distribuaient un tract mobilisant sur la question de s'opposer au commissariat à Vitry au même endroit sont à nouveau embarqués.

Sur le parvis commercial de la cité Balzac

aujourd'hui seul, le PCF semble avoir le droit de diffuser des tracts et de faire sa propagande. Dans le même temps tout un pilonnage s'effectue sur la sécurité. La municipalité PCF a mis en place un référendum pour l'implantation d'un commissariat. Elle se targue d'avoir reçu 10 000 cartes-réponses positives pour l'Assemblée publique de samedi prochain.

Dans Le Travailleur (journal local du PCF) un article assimile délinquants et militants révolutionnaires. Un tract du PCF fait de même sur Balzac.

Sur Vitry aujourd'hui on assiste donc : d'une part à pilonnage de la presse et

de la municipalité qui assimile délinquance et révolutionnaires et d'autre part à l'arrestation de militants d'extrême gauche. On assiste de fait à une tentative de marginalisation de l'extrême gauche sur Vitry avant l'Assemblée publique sur la sécurité samedi prochain.

Cela donne un avant goût du projet d'«Etat démocratique» et de l'après 78 possible.

Plusieurs initiatives unitaires ont été prises pour contrer cette offensive. Rassembler toutes les forces qui, sur Vitry, n'acceptent pas ce matraquage sur la sécurité, telle est l'urgence de l'heure.

Corresp. VITRY

La proposition du Venezuela à la deuxième réunion de l'OPEP

LE TERRAIN POLITIQUE POUR FAIRE L'UNITÉ

Par Sonia SASSOUN

● Le Venezuela a proposé, lors de la dernière réunion de l'OPEP, d'affecter les bénéfices résultant des réajustements des prix du pétrole, à la réduction des dettes du Tiers-Monde.

Dans la première partie — que nous avons publiée — de l'entretien avec M. Arcaya, ministre-conseiller pour les affaires économiques auprès de l'Ambassade du Venezuela, celui-ci situait la proposition de son pays dans le contexte de la lutte des pays du Tiers-Monde pour un nouvel ordre économique international : « Nous faisons avant tout partie du Tiers-Monde » nous a-t-il déclaré.

Dans la seconde partie de l'entretien que nous publions aujourd'hui, il est question plus précisément de la proposition du Venezuela elle-même et du problème de l'unité de l'OPEP.

M. Arcaya nous a déclaré que la proposition du Venezuela était politique. Que faut-il entendre par là ? En disant par ailleurs : « Nous sommes avant tout des pays du Tiers monde » et en rappelant les étapes de la lutte du Tiers Monde pour un nouvel ordre économique international (la création de l'OPEP, l'augmentation des prix du pétrole en 73/74, la 6^e session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations-Unies en 1974, le dialogue Nord-Sud et la dernière conférence de la CNUCED sur le fonds commun). M. Arcaya nous a indiqué ce qu'il entendait par : portée politique de la proposition de son pays à la réunion de l'OPEP.

L'OPEP regroupe des pays qui sont par ailleurs membres du groupe des 77 à l'ONU et parfois membres des pays non-alignés, sans parler des organisations régionales dont ils peuvent faire partie. Ces pays ne discutent donc pas des prix du pétrole d'un côté et du nouvel ordre économique international, de l'autre.

Ces pays sont en fait présents dans des cadres différents où se mène la lutte pour le nouvel ordre économique international considérée sous des aspects spécifiques. Tandis que le concept même de nouvel ordre économique international résulte de la pratique de l'OPEP, des non-alignés, du groupe des

« 77 » etc. Cette question est importante, non seulement pour saisir en quoi la proposition du Venezuela contient en germe de nouveaux développements de la lutte des pays du Tiers Monde pour le nouvel ordre économique international, mais aussi pour comprendre comment le Tiers Monde conçoit son unité.

Nous avons vu (1) comment les mêmes questions étaient posées d'une conférence à l'autre. Nous avons vu aussi qu'à la 4^e CNUCED à Nairobi, l'OPEP avait annoncé son soutien et sa participation au fonds commun et de ce fait considérablement renforcé les positions des « 77 ». Cette décision de l'OPEP avait une grande portée politique.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? La lutte pour le nouvel ordre économique est dans une relative impasse, après l'échec de la conférence de la CNUCED sur le fonds commun. Par contre, on assiste à une avancée sur la question des dettes après la décision de la Suède et des Pays-Bas d'annuler les dettes du Tiers Monde. Si l'OPEP décidait d'affecter les produits d'un réajustement des prix du pétrole à un fonds destiné à aider les pays du Tiers Monde pour le paiement de leurs dettes, le mouvement qui se dessine serait renforcé, le groupe des pays occidentaux à

l'ONU serait davantage divisé et les principaux pays impérialistes, qui ont fait échouer la conférence de la CNUCED sur le fonds commun, seraient tenus à faire des concessions pour éviter un affrontement trop direct.

Pour l'OPEP, cette mesure permettrait en outre de respecter l'un de ses principes fondamentaux : maintenir le pétrole à un juste prix.

LE PRIX DU PÉTROLE

« Les prix du pétrole vont augmenter » nous dit M. Arcaya. « On nous explique souvent que nous n'avons pas intérêt à une augmentation des prix du pétrole qui rendrait concurrentielles les énergies de remplacement. Alors que nous cherchons, bien au contraire, à encourager le développement d'énergies nouvelles, et l'un des moyens, c'est d'augmenter les prix. Ce sont les pays producteurs-exportateurs de pétrole qui ont été les premiers à dire qu'il fallait développer la recherche pour les énergies de remplacement ».

UN TERRAIN POUR FAIRE L'UNITÉ

Une question se pose : pourquoi la proposition du Venezuela ferait l'unité, alors que la réunion de Caracas n'a pas réussi à dégager un accord pour une augmentation des prix du pétrole ?

Ceci revient à examiner les problèmes qui se sont posés à la réunion de Caracas du 20 décembre dernier.

« Vous n'imaginez pas les pressions que les pays de l'OPEP peuvent subir » nous dit M. Arcaya.

Cette réunion de l'OPEP s'est tenue dans un contexte international précis.

Certains pays ont estimé, pour diverses raisons, que ce contexte n'était pas favorable à une augmentation. Simplement du point de vue économique, l'offre est actuellement supérieure à la demande et certains pays ont donc estimé que le moment n'était pas propice à une augmentation des prix. La chute du dollar a joué aussi. Il semble qu'un pays comme l'Arabie Saoudite, qui a des capitaux placés en dollars dans les banques américaines ait préféré négocier le maintien des prix du pétrole à leur niveau actuel contre le soutien du dollar par les Etats Unis. Mais pour ce qui est de l'Arabie Saoudite, c'est, de toute évidence, la question du Moyen Orient qui a été déterminante. Lors du voyage de

Carter dans ce pays, la presse locale a fait valoir que les dirigeants d'Arabie Saoudite ne se plaindraient plus de la chute du dollar si l'impérialisme américain obtenait des concessions d'Israël sur la question palestinienne et le retrait des territoires occupés en 67.

Pourquoi l'OPEP s'unifierait-elle sur la hausse des prix telle que la propose le Venezuela ?

« Le Venezuela fait une proposition politique et chaque pays membre de l'OPEP est tenu de prendre position », dit M. Arcaya. En liant la question du prix

terme, sans intérêt ou presque. Mais un prêt, il faut toujours le rembourser un jour ou l'autre. Tandis que là, il s'agit de dons aux pays du Tiers Monde destinés au règlement des dettes ».

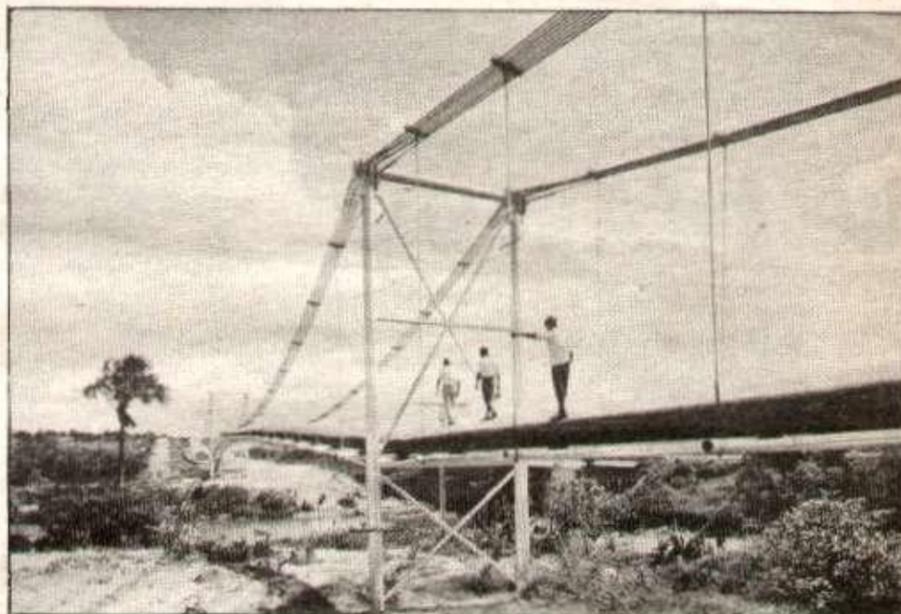
Cette question doit être discutée au cours de la réunion extraordinaire qui devrait se tenir prochainement. « Si l'idée est retenue nous verrons alors comment nous procéderons concrètement ».

L'UNITÉ DE L'OPEP

M. Arcaya estime qu'on

a annoncé une baisse de sa production. Cette décision favorisera une certaine augmentation des prix, car elle va provoquer une demande accrue.

M. Arcaya estime que c'est là un geste de solidarité de la part de l'Arabie Saoudite : « C'est la question de la programmation ». Cette question est en discussion à l'OPEP. Elle consiste à maintenir à un certain niveau la production du pétrole, pour que l'offre ne dépasse pas la demande. Cette mesure permettrait une certaine maîtrise des mécanismes



Pipe-line suspendu au Venezuela.

du pétrole à la lutte pour le nouvel ordre économique international, le Venezuela la pose sur un autre terrain, sur le terrain même où l'unité des pays du Tiers Monde s'est faite. En effet, avec la proposition vénézuélienne, chaque pays membre devra prendre position, de fait, non seulement sur l'augmentation des prix du pétrole mais aussi sur la poursuite de la lutte pour le nouvel ordre économique en faveur du Tiers Monde.

LA SOLIDARITÉ ENTRE LES PAYS DU TIERS MONDE

Est-ce que la proposition faite par le Venezuela a déjà été discutée à l'OPEP ? « L'idée de la solidarité entre les pays du Tiers Monde et du rôle de l'OPEP dans l'aide aux autres pays du Tiers Monde n'est pas une idée nouvelle », répond M. Arcaya. « Il y en a plusieurs projetés, comme celui d'affecter à cette aide une certaine somme par baril vendu. Il existe aussi un fonds de l'OPEP pour l'aide au développement. Ce fonds fait des prêts à long

ne peut pas tirer de conclusions d'une seule réunion de l'OPEP. « L'OPEP regroupe des pays très différents les uns des autres ayant des problèmes spécifiques à résoudre. C'est chaque pays qui définit ses positions en fonction de ses problèmes. Toutes les positions sont discutées, le pour et le contre de chaque proposition sont examinés et ensuite de la thèse et de l'antithèse une synthèse est dégagée. Les désaccords sont une chose normale. Imaginez que c'était la 50^e réunion de l'OPEP. Si un accord ne s'est pas dégagé cette fois, il pourra se dégager, à la prochaine réunion. Les pays qui n'étaient pas d'accord avec la dernière hausse de 15 % ont augmenté leurs prix de 5 % et les autres les ont baissés de 10 %. Nous finissons toujours par nous unifier. L'OPEP n'est pas un cartel. On ne peut pas juger de l'activité de l'OPEP sur une seule réunion ».

LA PROGRAMMATION DE LA PRODUCTION

A l'issue de la réunion de Caracas, l'Arabie Saoudite

du marché mondial et des prix. Elle implique que les pays membres de l'OPEP s'entendent sur le volume global de pétrole à produire et sur la part de chaque pays dans ce volume. Elle implique une très grande unité de l'OPEP. Cette question a été discutée à la réunion de Caracas, ce qui s'inscrit en faux contre ceux qui ne voient que la division de l'OPEP et vendent la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

M. Arcaya juge finalement la 50^e réunion de l'OPEP positive, considérée du point de vue de l'unité de l'OPEP.

« Le plus important, c'est l'unité de l'OPEP, dit M. Arcaya, l'unité des pays du Tiers Monde, la force obtenue pour l'association des pays producteurs-exportateurs de matières premières ».

Et cette unité, les pays du Tiers Monde y tiennent parce qu'elle leur permet de créer une force collective et d'arracher de plus en plus de concessions aux pays impérialistes.

(1) Voir la série d'articles sur la conférence de la CNUCED sur le fonds commun des matières premières.

Pologne : la déclaration de 14 anciens dirigeants

« Le pays a besoin aujourd'hui d'un programme clair de réformes politiques et économiques garantissant l'intégrité des influences exercées sur l'opinion publique dans la conduite des affaires » ont déclaré 14 anciens responsables politiques polonais dans un appel daté d'octobre dernier. Il a été divulgué le 6 janvier par le « Mouvement de la défense des droits civiques et des droits de l'homme » avant l'ouverture de la conférence nationale du POUP*.

Dans cet appel, les 14 signataires sans remettre en question le rôle dirigeant du Parti révisionniste, demandent qu'il soit « plus démocratique » et qu'il soit tenu compte des autres groupes politiques existant.

* : « Parti Ouvrier Unifié Polonais », le parti révisionniste au pouvoir.

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 10 janvier

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - L'accusée
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Sylviane, ta mère t'appelle.
22 h 00 - Erik Satie ou rêve pour un homme seul.
23 h 00 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dorothee et ses amis
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Racines, Feuilleton en dix épisodes d'après le roman d'Alex Haley.
22 h 00 - Débat : L'esclavage.
23 h 30 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le relais de l'or maudit.
21 h 50 - Journal
22 h 05 - Réussite : l'aéronautique française.
22 h 20 - Fin

Mercredi 11 janvier

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure : devenir artisan.
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - L'accusée
19 h 10 - Une minute pour les femmes.
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le franc-tireur
21 h 45 - Les mains du futur
22 h 40 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dorothee et ses amis
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Cartes sur table
21 h 35 - Les jours de notre vie. Les difficultés scolaires, l'apprentissage.
22 h 30 - La parole à dix-huit ans : quel habitat pour demain ?
22 h 55 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le refuge de la dernière chance.
22 h 00 - Journal
22 h 15 - Ciné-regards : Hollywood - U.S.A. Jane Fonda

INFORMATIONS GENERALES

TROISIEME FESTIVAL
DES TRAVAILLEURS
IMMIGRÉS EN FRANCE

Quatre mille personnes à Lyon, probablement plus à Paris, ont assisté aux deux galas d'ouverture du troisième festival des travailleurs immigrés en France.

C'est donc un premier et important succès et de bonne augure pour la suite de cette manifestation organisée par la Maison des Travailleurs Immigrés (MTI), organisme dirigé collectivement par six organisations autonomes de travailleurs immigrés :

— L'Association des Marocains en France.

— Le Comité des travailleurs Algériens

— La Federação das Associações de Trabalhadores Emigrados

— La Fédération des travailleurs d'Afrique noire Immigrés

— Le Mouvement des travailleurs Ivoiriens en France

— L'Union générale des travailleurs sénégalais en France.

Au cours d'une conférence de presse ces organisations ont précisé leur conception du festival. Dans l'esprit de ses organisateurs, le festival n'est pas à proprement parler une manifestation culturelle, mais une mobilisation des travailleurs immigrés pour leur défense et leur sécurité à travers une série de

manifestations culturelles. Le but n'est pas d'offrir une distraction, de faire oublier aux travailleurs leurs conditions de vie et de travail en France et de leur fournir des moyens d'évasion. Au contraire, le festival et ses différentes manifestations culturelles visent à mobiliser les travailleurs immigrés, à faire progresser le niveau de conscience de leur exploitation en s'articulant à ce qu'ils vivent quotidiennement : surexploitation, racisme, insécurité encore renforcée par les récentes mesures Stoléru.

Dans cette optique, la plupart des artistes : chanteurs, troupes de théâtre, musiciens qui sont intervenus ne sont pas des professionnels et ne cherchent pas à le devenir. Ce sont des travailleurs qui se retrouvent après leur journée de travail pour créer dans leur culture d'origine, musique, chants, théâtre... dont le thème essentiel est leur vécu quotidien en France. Les conditions d'expression de ces travailleurs, leurs conditions de travail sont des plus précaires, ils ne disposent pas de local, leurs groupes sont à la merci des mesures de répression, de licenciements, d'expulsion...

Le festival offre à ces groupes la possibilité de se faire plus largement connaître dans l'immigration et également auprès des tra-

vailleurs français, et surtout une possibilité de large expression qu'ils ont rarement.

A la veille des élections législatives, alors que les revendications des travailleurs immigrés sont passées sous silence par l'ensemble des partis bourgeois, ce festival constitue donc un important moyen

d'expression pour ces travailleurs.

Jusqu'au 22 janvier, des manifestations auront lieu dans plus de trente villes en France, certaines suivies de débats sur les mesures Stoléru.

Le Quotidien du Peuple tiendra ses lecteurs au courant des lieux et dates de ces manifestations.

LA PROCHAINE AURA LIEU MARDI 10 JANVIER
A HOUILLES, SALLE MUNICIPALE A 20 h 30
AVEC LE GROUPE MAGHREB

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 324 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Et l'acier fut trempé

35^e épisode

Voyant que c'était sérieux et qu'ils risquaient effectivement d'être passés par les verges — la réputation de Tcherniak n'était plus à faire — les cosaques se démenèrent en tous sens.

Le poste de garde grouillait maintenant.

— Il faudrait jeter un coup d'œil sur les détenus, proposa le capitaine. Qui sait ce qu'on a pu enfermer là-dedans ? Si jamais le grand-ataman vient par ici, ça peut faire du vilain.

— Qui a la clé ? demanda Tcherniak à la sentinelle. Ouvrez immédiatement cette porte.

Le chef de poste se précipita sur le cadenas.

— Et où est le commandant ? Est-ce que je vais l'attendre encore longtemps ? Trouvez-le et envoyez-le-moi, ordonna Tcherniak. Que les hommes de garde aillent s'aligner dans la cour... Pourquoi il n'y a pas de baïonnettes aux fusils ?

— On n'est là que depuis hier, on vient de prendre la relève, tentait de justifier le chef de poste.

Il partit en courant à la recherche du commandant.

Le capitaine poussa du pied la porte du réduit. Des détenus couchés sur le sol se soulevèrent, d'autres restèrent allongés.

Ouvrez les portes, ordonna Tcherniak, on n'y voit rien ici.

Il scruta le visage des détenus.

— Pourquoi es-tu ici ? demanda-t-il sèchement au vieux assis sur son grabat.

Celui-ci se redressa péniblement, remonta son pantalon et, effrayé par la brutale interpellation marmonna en bégayant :

— J'en sais rien moi-même. On m'a amené, alors j'y reste. Un canasson a disparu de ma cour, mais moi, je suis innocent.

— Quel canasson ? coupa le capitaine.

— Un canasson de l'armée. Mes locataires l'ont vendu pour boire, et tout retombe sur moi.

Tcherniak le toisa de la tête aux pieds et haussa les épaules avec impatience.

— Ramasse tes hardes et file d'ici ! cria-t-il tout en se retournant vers la trafiquante.

Le vieux eut quelque peine à comprendre qu'on le relâchait. Clignotant de ses yeux de taupe, il s'adressa au capitaine :

— Alors, je peux m'en aller ?

L'autre acquiesça d'un signe de tête :

— Débîne-toi, et en vitesse.

Le vieux détacha rapidement sa musette du grabat et se glissa en biais par la porte.

Tcherniak en était déjà à la trafiquante :

— Et toi, pour quelle raison es-tu là ?

Finissant d'engloutir un morceau de gâteau, elle jacassa :

— Moi, Excellence-Autorité, je suis ici par l'injustice. Je suis veuve, on a bu mon samogone et puis on m'a enfermée.

— Tu fais le commerce du samogone ? demanda le colonel.

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

— Qui peut parler de commerce ? fit-elle vexée. Le commandant en a pris quatre bouteilles et n'a pas payé un seul kopek. Tous pareils : ils boivent et ils ne paient pas. Si vous appelez ça du commerce...

— Ça suffit, va-t'en à tous les diables.

La femme ne se le fit pas dire deux fois. Saisissant son panier, elle sortit à reculons, se confondant en courbettes reconnaissantes.

— Que le Bon Dieu vous donne la santé, Messieurs l'Autorité.

Dolinnik regardait cette comédie, les yeux écarquillés. Aucun des détenus ne comprenait rien à ce qui arrivait. Une seule chose était claire : ces hommes qui venaient d'arriver détenaient une autorité qui leur donnait tout pouvoir sur les prisonniers.

— Et toi, que fais-tu ici ? demanda Tcherniak à Dolinnik.

— Debout quand le colonel te parle ! hurla le capitaine.

Le menuisier se leva lentement, lourdement.

— Pourquoi as-tu été arrêté, je te le demande ? insista le colonel.

Pendant quelques secondes, Dolinnik regarda les moustaches en croc de l'officier, son visage rasé de frais, puis la visière de sa casquette avec le trident émaillé, et une idée folle lui traversa l'esprit : « Pourquoi ne pas essayer ? » Il lâcha la première explication qui lui passa par la tête :

à suivre

Le métro lillois

Les rêves fous d'Arthur Notebart

Par Claude ANCHER

● Sur la plaine des Quatre-Cantons à Villeneuve d'Ascq, bulldozers et camions s'agitent. C'est là que se construit le garage-atelier, premier élément de la future première ligne du métro lillois. Arthur Notebart, président PS de la Communauté Urbaine, en inaugurant le chantier en septembre dernier, a affirmé solennellement «le métro de Lille, c'est parti!» ajoutant dans la foulée que «le temps n'est plus aux discussions». Pourtant, des discussions, il n'y en a guère eu au sein de la Communauté Urbaine de Lille pour examiner le bien-fondé du projet. Mais dans la Ville nouvelle et à Lille même, des résistances se font jour ; un recours a été déposé contre le décret d'utilité publique et il n'est pas sûr que «le joujou de Notebart» comme on dit à Lille, soit prêt à rouler en 1982, comme c'est prévu. Venant appuyer le point de vue des opposants au projet, un rapport très officiel critique sévèrement le métro : rapport encore «clandestin» : Notebart en effet a préféré le ranger dans un tiroir...



LE V.A.L. : TECHNIQUEMENT DISCUTABLE

D'un point de vue technique, le système Val-Matra est un système assez classique de trains guidés composés de plusieurs (deux ou quatre) voitures automobiles circulant sur une voie. De dimensions réduites, les véhicules ont une largeur de caisse de 2,5 mètres, inférieure à celles des métros (2,40 mètres pour le métro urbain de Paris, 2,60 mètres pour le métro de Marseille).

Deux autres caractéristiques du VAL ont autant d'inconvénients. D'abord, la forme de la voie nécessite de réaliser un site propre intégral : tout croisement avec une autre voie de circulation au même niveau est impossible. Il est prévu quatre types de sites propres pour la première ligne : 3,5 kms en viaduc (à Villeneuve), 560 mètres de tranchée ouverte, 2,8 kms de tranchée couverte à Helemmes, enfin près de 5 kms de souterrains dans Lille même. L'équipement en pneumatiques est censé limiter le bruit en viaduc. Mais il faut noter que l'utilisation des pneumatiques a été abandonnée par la RATP au profit des bandages en fer, dont la sécurité est meilleure.

Par ailleurs, comme son nom l'indique, le VAL est entièrement automatisé. Les véhicules sont équipés d'un pilotage automatique, et un poste central de commande permet d'exploiter la ligne sans personnel à bord des trains. Les stations sont équipées de portes au bord des quais en face desquelles viennent se placer les portes des voitures. Ce système, analogue à celui des ascenseurs, est destiné à éviter les accidents de personnes.

Mais on peut craindre que la précision possible avec les ascenseurs sur une distance de quelques mètres ne soit pas du même ordre sur 12 kms. De là à se retrouver nez à nez avec un mur... Quant au système automatique de détection des anomalies basé sur l'électronique, il risque de souffrir des intempéries et des variations de température ; or, c'est toute la ligne qui sera immobilisée par les pannes.

Le métro de San-Francisco, lui aussi entièrement automatisé, constitue un exemple inquiétant : démarrage imprévu d'un train au terminus allant s'écraser dans un parking, ouverture des portes de l'autre côté de la station, etc. Sans parler du côté inhumain de l'absence de tout personnel. Le RER inauguré récemment est pourvu d'une double commande, l'agent de conduite étant irremplaçable en cas de situation critique.



Au début était le VAL. Villeneuve d'Ascq est une de ces villes nouvelles construites dans les années 60. On raconte que c'est Pisani, (alors ministre de droite, aujourd'hui socialiste) qui, survolant la campagne à l'Est de Lille décréta du haut de son hélicoptère que devait naître là une ville nouvelle. Et comme pour d'autres villes nouvelles, des fonctionnaires pleins d'idées «révolutionnaires» imaginèrent de relier la ville nouvelle à la métropole lilloise par un système de transport nouveau lui aussi. Cergy-Pontoise devait avoir son turbotrain. Pour Villeneuve d'Ascq, ce fut un système conçu par Matra, le VAL : véhicule automatique léger (ou encore Villeneuve d'Ascq-Lille), prévu en 1970 pour relier la Cité scientifique de Villeneuve à la gare de Lille. Une première étude est réalisée : elle fait apparaître que les problèmes financiers et techniques sont nombreux ; de plus les habitants de Mons-en-Barœul que le VAL doit traverser en viaduc élèvent de vigoureuses protestations contre les futures nuisances. Le projet traîne mais en 1974, tandis qu'avancent les projets du métro à Lille et à Marseille, Arthur Notebart se découvre une ambition semblable : «Pourquoi pas nous ?»

La Saint-Eloi 77 ou les paris stupides de Notebart

Arthur Notebart, c'est l'homme qui fait la pluie et le beau temps au sein de la Communauté Urbaine de Lille. Rompant avec la gestion «arriérée» des socialistes d'antan (qui sévissent à Lille depuis des décennies), il s'est acquis une réputation de bâtisseur : c'est une sorte de «Pradel» lillois. On lui prête une parfaite connaissance des dossiers, au point que les notables de la région font un véritable «complexe Notebart». A ce titre, il fait du métro «sa chose» et jamais il n'ouvrira un débat approfondi avec les autres élus, et encore moins avec la population concernée par le projet du métro.

Celui-ci n'en rencontre pas moins des difficultés. Le tracé de la première ligne a été modifié et le troisième «projet définitif» comprend trois lignes en étoile à partir de Lille, plus une quatrième entre Roubaix, Lys-les-Lanoy et Wattrelos. Un groupe de banques sous l'égide du Crédit Lyonnais est constitué pour financer le projet ; il doit recevoir la concession d'exploitation pendant quarante ans. Mais cette solution échoue. L'Etat doit en principe verser une subvention de 30 à 40 % (en raison du caractère «innovateur» du VAL) mais le ministère de l'Équipe-

ment se fait tirer l'oreille ; les premières études donnent des résultats contradictoires : cela coûtera cher. Un premier budget chiffre la dépense à 1 250 millions de francs pour la seule première ligne. De plus, l'Équipement préférerait que le métro soit confié à des techniciens RATP plutôt que Matra. Du coup, Notebart s'entoure de deux «anciens» de la RATP, Gaston (qui a participé au métro de Mexico) et Ruhlman. Notebart fait même appel à la SOFRETU, filiale de la RATP pour réaliser une étude, une de plus, une de trop...

Fin 1976, le rapport de la SOFRETU est transmis à Notebart. Depuis, il est toujours au fond d'un tiroir. Notebart ne l'a pas publié ni même transmis aux élus de la Communauté Urbaine. Seules, des «fuites» ont permis de le connaître : il conclut à la nécessité d'abandonner le métro !

Entre temps, l'hostilité au projet a grandi parmi les habitants touchés directement par les travaux et chez tous ceux qui souhaitent une réelle amélioration des transports en commun : «Le Groupement des Associations concernées par les problèmes de transports en commun dans la Communauté Urbaine de Lille» dépose en janvier 77 un recours contre le décret d'utilité publique que vient de publier le préfet. Le gouvernement semble en effet décidé à laisser le champ libre à Notebart, sa qualité de «socialiste de droite» contribuant sans doute à cette décision. La subvention gouvernementale, tombée semble-t-il à 20 % maximum, a été débloquée.

Mais Notebart a déjà perdu un premier pari : il avait annoncé haut et fort que le VAL roulerait «pour la Saint-Eloi 77». Un mois après la date fatidique, seul le chantier du garage-atelier est commencé. Et l'achèvement est prévu pour 1982. Mais d'ici là, les opposants au métro ont bon espoir d'arrêter ce projet aberrant à plus d'un titre.

Un projet monstrueux

Pour justifier l'implantation du métro à Lille, plusieurs arguments avaient été avancés. Dans son rapport, la SOFRETU les passe en revue d'une manière détaillée et conclut qu'ils «doivent tous être révisés». Le coût de la construction d'abord. Loin d'être très inférieur à celui d'un métro classique, il est en fait équivalent, à 15 % près. Prévu initialement sur viaduc, le VAL doit être en tranchée couverte et en souterrain sur plusieurs kilomètres en raison «d'un changement dans l'attitude des citoyens vis-à-vis des problèmes d'environnement»,

comme dit la SOFRETU. Ajoutons que les habitants de Villeneuve ne sont pas d'accord pour voir le VAL passer à quelques mètres de leurs maisons, ni ceux d'Helemmes, pour subir pendant des mois les travaux de tranchée couverte. De plus, ces travaux amèneront des expropriations et sans doute une rénovation immobilière que souhaite Mauroy dans les vieux quartiers de Fives et Wazemmes.

L'automatisation diminuera-t-elle les frais d'exploitation ? En réalité, ils seront supérieurs à ceux d'une ligne d'autobus. Le problème ici, c'est que contrairement à un autre argument avancé en faveur du métro, le trafic potentiel sur la ligne sera insuffisant pour justifier la construction d'un axe «lourd». Notebart veut un métro comme à Lyon et Marseille. Mais ces deux agglomérations sont très denses, des banlieues peuplées jouxtant un noyau urbain unique. C'est tout le contraire dans la communauté urbaine de Lille, polycentrique (l'agglomération Roubaix-Tourcoing équivaut presque à celle de Lille et s'étendant sur une superficie énorme.

En outre les prévisions d'un fort accroissement de la population de Lille et de Villeneuve d'Ascq qui donnaient un taux de croissance annuel de 1,4 % entre 1968 et 1985 s'avèrent largement surestimées : entre 68 et 75, le taux n'a été que de 0,7 %. Au bout du compte, le trafic sur la ligne sera insuffisant pour assurer sa rentabilité ; la SOFRETU estime le déficit annuel entre 20 et 30 millions de NF !

Enfin, l'Etat n'apportera pas d'aide privilégiée au système VAL, pour son caractère «nouveau». La subvention équivaut à celle des métros classiques de Lyon et Marseille et, est inférieure à celle qui serait accordée en cas de «semi-métro».

Des solutions véritables pour les transports en commun

Le «semi-métro» cela pourrait être, comme cela se fait par exemple à Bruxelles, une ligne de tramway, empruntant par endroits des souterrains. Lille est d'ailleurs une des rares villes françaises à disposer d'un tramway, le Mongy. Les opposants au projet du métro-Notebart font valoir qu'avec les 1,5 milliards voire 2 milliards engloutis par le métro, il serait possible de développer le réseau tramway et d'utiliser à plein le réseau SNCF proche de banlieue laissé quasiment à l'abandon.